

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA LOI DU SACRILÈGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 7 Décembre 1935, à 13 heures 30

PAR

Jacques-Henri LESPAGNON

JURY { *Président* : M. MESTRE, *professeur.*
 { *Suffragants* { MM. LE FUR } *professeurs.*
 { SCELLE }

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques, 160

1935

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA LOI DU SACRILÈGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 7 Décembre 1935, à 13 heures 30

PAR

Jacques-Henri LESPAGNON

JURY { *Président : M. MESTRE, professeur.*
Suffragants { MM. LE FUR }
SCELLE } *professeurs.*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques, 160

1935 ,



INTRODUCTION

Ayant abandonné sa caverne et renié la solitude animale, l'homme se joignit à ses semblables et constitua ces vastes troupeaux errants que l'évolution para du nom de tribu et plus tard de nation.

Créature ballotée au gré d'une nature sauvage, mais animé d'un prodigieux esprit de domination, il affirma peu à peu son domaine aux dépens des animaux, ses anciens compagnons ; mais son orgueil se brisait devant des manifestations naturelles dont l'ampleur et la majesté le confondaient ; ne pouvant comprendre les phénomènes devant lesquels il tremblait, il en fit des concepts exceptionnels, doués de ces forces inconnues ; ne pouvant les asservir, il les adora : les Dieux étaient créés.

Mais l'humanité s'affinant, la spécialisation des tâches figeant les individus dans un travail identique, permit à certains hommes de se consacrer au service des Divinités : se posant en intermédiaires entre les créatures et les forces déifiées, se disant interprètes des signes célestes, ils créèrent, tout exprès pour prouver leur utilité, des prières et formules qui devaient, proportionnellement aux offrandes, attirer la bienveillance des précipitations atmosphériques. Déformant peu à peu l'antique salut que l'homme adressait au soleil, les prêtres inventèrent ces « humanités de Dieux » que l'histoire appela Mythologie et qui sont la déification des vertus et des vices. La créature irresponsable moralement, puisque conduite par les dieux du vin ou du vol, la cité ployant sous le joug céleste : les prêtres avaient

assuré leur pouvoir et le repos des consciences ; sûrs de leur force ils pouvaient promettre ou menacer ; malheur donc à l'homme qui osait braver une Divinité ou refuser le sacrifice rituel, il était sacrilège, son crime odieux allait attirer sur la cité la foudre et la grêle, seule la mort et des offrandes réparatrices pouvaient calmer la colère des Dieux irrités.

Les fameuses cités antiques étendirent alors leur civilisation sur le monde méditerranéen, à coups de faits d'armes et d'asservissements. Cultivée, passionnée de philosophie, l'élite gréco-romaine afficha toujours par élégance ou habitude, une adoration extérieure envers les Dieux de l'Olympe ; et, si, en dépit des systèmes négatifs qui s'épanouirent à cette époque, les croyances païennes suscitèrent si longtemps un culte fervent, c'est que les chefs comprirent qu'une communauté de croyance religieuse était un facteur puissant de cohésion nationale. Sous la perpétuelle menace des forces immenses détenues par les Dieux, se créa la société antique où tout acte de la vie civile avait un caractère religieux, où le jus et le fas étaient confondus, où la vie se réglait selon une discipline divine ; par le truchement des prêtres, les Césars tenaient les peuples dans une inquiétude mystique qui assurait l'autorité des tyrans. Les temples, conçus par des artistes qui ne visaient qu'à réaliser le beau en soi, se remplissaient, à l'heure des sacrifices, d'une foule dont la foi était basée sur l'intérêt et la crainte.

S'attaquer aux Dieux, briser une colonne, devenait un crime contre la société. C'était tenter de rompre le lien unissant les hommes dans leur obéissance commune ; laisser ce forfait impuni eût permis au peuple de réfléchir dangereusement sur l'absence des représailles divines ; il fallait

donner à la foule l'horreur d'un tel crime frappant la société dans ses croyances les plus chères, et la condamnant à la colère des Dieux ; l'idée du sacrilège, crime de lèse-société était établie.

Le crime de sacrilège aussi vieux que les religions, car si l'homme conçoit Dieu, son semblable concevra nécessairement la non existence divine, eut donc rapidement une double interprétation qui lui attira toujours les plus violentes représailles, crime exclusivement anti-religieux, il s'attaque à la majesté divine, il est déicide, il attire sur la cité la malédiction suprême, le sacrilège doit être frappé pour châtier cet orgueil de la créature qui brave et outrage les Dieux tout puissants ; la croyance s'élevant au niveau de la religion d'Etat, le sacrilège se heurte à un sentiment général, se pose en acte anti-social, il doit être réprimé pour cette atteinte dangereuse et coupable qu'il porte au seul concept qui réunit les masses dans une même pensée. Ainsi tous les peuples arrivés à une vie sociale et religieuse avancée, réprimèrent-ils pour ces deux raisons, le crime du sacrilège avec une sévérité qui atteint le plus souvent à la cruauté.

Considéré comme le plus grand des crimes, puisqu'il s'attaque à l'être suprême, le sacrilège exige la peine maximum, en conséquence la peine de mort.

C'est ainsi que les Grecs immolaient les hommes coupables d'avoir attenté à la majesté des sacrifices. La violation d'un temple était réputée crime de sacrilège, et un édifice religieux était un lieu tellement emprunt du caractère sacré que le fait d'y arrêter un coupable réfugié était attentatoire à la divinité qui avait ainsi pris l'individu fugitif sous sa protection. Mais les républiques grecques atteignirent bientôt à ce haut degré de civilisation où la culture

intellectuelle et philosophique fit reculer l'importance de la religion, d'autant que le rôle social de celle-ci s'affaiblissait à mesure que l'esprit patriotique créait entre les citoyens des diverses républiques une intense vie commune.

Cette double évolution entraîna la religion à n'être plus qu'une habitude, un prétexte à manifestations artistiques, si bien que la piété se perdant, le respect dû aux Dieux s'affaiblit, et les sacrilèges n'inspirèrent plus autant d'horreur ; c'est ainsi que Démosthène dût s'empoisonner aux pieds des autels afin de n'être pas saisi par les Macédoniens.

A Rome, le sacrilège est réprimé farouchement, le coupable est livré au feu, au fer, ou bien jeté dans le cirque aux bêtes féroces. Le droit romain qualifie de sacrilège non seulement la profanation des temples ou des sacrifices, mais également le vol des choses sacrées. (Loi 4 *ad legem juliam peculatus e de sacrilegii*). Mais Rome à mesure du triomphe de ses armes, et de l'accroissement de sa puissance et de sa gloire, voit l'immoralité et la corruption supplanter la morale rigide qui était de règle au temps de la République ; et, bien qu'à l'époque de Gratien et de Valentinien, on répute sacrilège tout ce qui est fait par ignorance ou mépris de la loi de Dieu, l'impiété est à son comble et des sacrilèges nombreux se commettent ; le plus célèbre est celui de Clodius, qui, voulant séduire Pompéia, revêtit des habits féminins et assista à un sacrifice réservé aux seules femmes.

Dans les guerres même, Rome se livre aux plus honteux pillages, le légionnaire qui combattait pour la gloire de la République a fait place au mercenaire qui loue son bras ; Rome qui autrefois, respectait les religions et les

mœurs des vaincus, laisse les sicaires à sa solde brûler et saccager les temples des pays conquis.

L'apogée de la puissance romaine, correspondait à un dérèglement des mœurs, le citoyen romain est devenu un individu asservi aux plaisirs grossiers, la religion n'est plus qu'une force illusoire, que la tolérance ou, au moins, l'impunité des sacrilèges achèvent de ruiner. Rome, ne vit plus que sur son passé, seul l'aspect extérieur subsiste, mais n'étant plus vivifié par l'ardeur patriotique et religieuse d'un peuple, il ne tardera pas à s'écrouler sous les coups des barbares.

Les peuples croyant en un seul Dieu, connurent du sacrilège avec plus d'intolérance encore que n'en eurent les peuples panthéistes, c'est ainsi que les Juifs, fanatiques de la supériorité divine de leur dogme, considéraient comme sacrilèges, non seulement les actes qui constituent généralement ce crime, mais les autres religions elles-mêmes. Furent ainsi proclamés sacrilèges les peuples qui envahirent Jérusalem, ainsi que les jeunes israélites qui adorèrent Belphégor pour plaire aux filles madianites.

Les premiers chrétiens, animés d'une foi très grande, voulurent que s'imposât tout de suite la religion nouvelle. Ne bornant pas leur prosélytisme à la persuasion, ils usèrent au besoin de la force. Jugeant, dans leur exaltation que les sacrifices païens outrageaient le Christ, ils abattirent les idoles et troublèrent les sacrifices. Dans les plus effroyables supplices, brûlés comme des torches, écartelés, jetés aux fauves, les premiers chrétiens reçurent l'auréole des martyrs.

Aussi de nombreux néophytes, commirent des sacrilèges pour mourir en glorifiant Dieu.

« Le sacrifice est prêt
Allons-y du vrai dieu soutenir l'intérêt
Allons fouler aux pieds ce foudre ridicule
Dont arme un bois pourri ce peuple trop crédule
Allons en éclairer l'aveuglement fatal
Allons briser ces dieux de pierre et de métal
Abandonnons nos jours à cette ardeur céleste
Faisons triompher Dieu : qu'il dispose du reste ».

s'écrie Polyeucte, animé d'une fièvre mystique, et qui court au devant de la mort pour affirmer sa foi en brisant les statues du temple.

Mais le catholicisme s'étant, peu à peu étendu à tout le monde civilisé, le droit canon interprété par les juges ecclésiastiques, animés de la rigueur religieuse du Moyen-Age, définit et réprima sévèrement le crime du sacrilège.

Le droit canon connaît trois cas de sacrilège : le vol d'une chose sacrée dans un endroit sacré, le vol d'une chose sacrée dans un endroit non sacré, le vol d'une chose non sacrée dans un droit sacré, et entend par choses saintes, les lieux saints, les sacrements ainsi que les personnes ecclésiastiques ; il définit le sacrilège comme étant un acte de mépris dirigé contre Dieu, contre ses ministres ou contre les choses saintes. Et c'est ainsi qu'interprétant cette définition du droit canon, l'église considère et punit comme sacrilège :

- la réception des sacrements en état de péché mortel,
- tout acte irrévérencieux dirigé contre les choses ou les ministres du culte.
- les voies de fait commises à l'égard des membres du clergé tant régulier que séculier,

— la profanation des vases sacrés, des ornements et le fait, par le prêtre, d'avoir livré ceux-ci, volontairement en temps de persécution.

— la profanation d'un temple catholique par l'effusion du sang humain « ou de la semence humaine » ainsi que disent les casuistes.

— la violation des privilèges canoniques, le refus fait à l'église de la jouissance de ses droits légaux ou traditionnels.

— enfin le péché de la chair est un sacrilège (*sacrilégium carnale*) pour tout individu engagé dans les ordres, ainsi que le rapt d'une religieuse et les rapports charnels qui ont pu exister avec elle.

Le droit canon et les juges ayant fixé les cas sacrilèges, ceux-ci furent punis, selon la gravité du crime de l'anathème, de l'excommunication et du refus de sépulture.

Mais il apparut bientôt que ces châtiments étaient insuffisants en considération de l'énormité du crime, l'individu qui osait ainsi profaner les choses les plus saintes, n'était aucunement châtié quand lui était infligé l'anathème ou l'excommunication, son crime l'avait exclu de la communauté chrétienne, une peine religieuse ne pouvait le toucher.

Or, à cette époque, où la morale civile se confondait avec la morale religieuse, un crime impuni, aussi grave que celui de sacrilège ne pouvait être admis.

Ne pouvant appliquer què les peines prévues par le droit canon, l'Eglise se trouvait donc désarmée, et elle dut avoir recours au bras séculier pour punir les coupables. L'Eglise constatant un cas de sacrilège, prononçait la peine religieuse que le droit canon lui dictait, puis elle renvoyait le criminel devant la justice civile, qui avait alors le devoir

et l'intérêt d'intervenir, car dans une société empreinte d'une foi très vive, le sacrilège non réprimé eut été une abdication de l'ordre socialo-religieux établi, en faveur d'un individu révolté. Pour assister l'Eglise et pour maintenir sa propre autorité, le pouvoir temporel devait frapper le sacrilège.

C'est ainsi qu'au ^x^e et ^{xii}^e siècle, si le sacrilège était relativement faible, l'autorité religieuse se bornait à prononcer l'anathème, sinon une peine corporelle était infligée par le juge séculier. Beaumanoir distinguait ainsi les compétences : « en cas de vol ou mort d'homme, la justice en appartient au seigneur lai en quel justice li lieus sains siet ». Sinon « l'amende du mesfait est au prélat en quel juridiction le lieu saint est ».

Mais comme l'introduction de la justice séculière était apparue en faveur de l'Eglise, afin de défendre ses droits et sa dignité, c'était à l'évêque de décider lui-même à quels juges il fallait renvoyer les prévenus « *In favorem Ecclesie introductum est ut melefatores suos sacrilegi sunt censendi, venerabilium locorum rectores possunt sub quo mauerint iudice convenire* ».

Lorsque le sacrilège est un ecclésiastique, il est jugé par le tribunal religieux, sauf dans les cas privilégiés, où la compétence est celle du juge séculier.

Mais la justice royale connaissant peu à peu des délits et crimes d'autrefois du ressort des justices seigneuriales, prend progressivement de sa compétence exclusive, le crime du sacrilège ; en effet dès l'époque de la réforme durant laquelle les sacrilèges se multiplient, les ordonnances royales du 3 février 1549 et du 17 janvier 1561 : — « ordonnance sur la juridiction prévotale, à l'égard des voleurs de grands chemins sacrilèges et faux monnayeurs, que

contre les sacrilèges avec fracture iceux prévôts et leurs dits lieutenants doivent à l'encontre d'eux procéder nonobstant oppositions aux appellations quelconques par prise de corps, adjournements personnels à trois briebs jours, sous peine de bannissement et confiscation de corps et de biens, instruction et perfection de leur procès, sentences interlocutoires de torture et définitives, avec peine du dernier supplice et autres, et exécution d'icelles.

Déclaration sur la répression des troubles nés à l'occasion de la religion réformée 17 janvier 1561 :

... voulons en outre que tous imprimeurs, semeurs et vendeurs de placards et libellés diffamatoires, soient punis pour la première fois du fouet, et pour la seconde de la vie », punissant de mort les mutilations d'objets religieux, donnent pour connaître de ce crime, compétence concurrente aux prévôts des maréchaux d'une part, aux baillis, sénéchaux et juges présidiaux d'autre part.

Et, au fur et à mesure de l'accroissement de la puissance royale, des ordonnances d'août 1670 et du 5 février 1731 (ordonnance criminelle du 26 août 1670. Louis, etc... Les prévôts de nos cousins les maréchaux de France, les lieutenants criminels de robe courte, les vice-baillis, vice-maréchaux connaîtront en dernier ressort des vols faits avec effraction, comme aussi des sacrilèges avec effraction, en cas toutefois que les crimes aient été commis hors des villes de leur résidence...) posent qu'en cas de vol d'objets sacrés avec effraction extérieure seulement, le cas est de la compétence prévotale, en cas d'effraction c'est un cas royal, et l'on en arrive bientôt à cette situation que le sacrilège est un cas royal dont les juges des seigneurs ne peuvent plus connaître.

Ramené ainsi à une seule juridiction le sacrilège allait être réprimé de la façon la plus violente, si l'on en juge par les dispositions successives qui s'appliquèrent à ce crime. A l'époque de la confusion des juridictions, les peines étaient soumises à l'appréciation du juge ; elles comportaient selon la gravité du crime l'amende honorable, le carcan, le supplice du poing coupé, la roue, la pendaison, le corps du coupable étant ensuite brûlé et ses cendres dispersées au vent. Un édit royal prend les supplices de l'amende honorable et de la pendaison comme base de la répression du sacrilège et ajoute aux cas prévus de ce crime, le bris des images en dérision de la religion, la célébration de la messe par un laïque ou l'abus de pouvoir dont pourraient user les prêtres à titre de confesseurs, envers leurs pénitentes.

Le crime de sacrilège néanmoins, du fait de l'évolution des mœurs, n'encourait plus que des peines plus faibles. A ce moment vint la réforme, les sacrilèges fanatiques se multipliant, amenèrent une répression violente, qui dépassa la justice ordinaire, — les guerres de religion virent se commettre d'odieuses atrocités dont les auteurs prenaient le prétexte dans la punition des sacrilèges. On connaît la sinistre réputation du chef catholique Montluc, qui ayant fait prisonniers des protestants coupables d'avoir saccagé une église, fit agenouiller ceux-ci au bord d'une tombe, la tête penchée sur la dalle, afin qu'ils puissent voir tomber l'épée qui les frappait. Les passions religieuses s'étant apaisées, ne se soulevèrent de nouveau qu'à l'occasion de la révocation de l'Edit de Nantes, où la religion catholique fut replacée dans toutes ses prérogatives de l'ancien droit, et où furent instituées toutes sortes de brimades contre les religionnaires.

Les protestants eurent un délai pour se convertir, à l'expiration duquel ils furent livrés aux vexations et cruautés des gens de guerre, envoyés pour rechercher les insoumis ; ce furent les fameuses dragonnades. Traqués de toute part, ne pouvant plus accéder aux fonctions publiques les Protestants préférèrent s'exiler, et cet exode, conséquence d'un acte de démence du Roi, fût, pour le malheur de la France le commencement de la grandeur du royaume de Prusse.

Les arrêts royaux posent en outre qu'en cas de sacrilège et dans ce cas seulement des amendes pourront être prononcées pour œuvres pies.

Enfin la répression du sacrilège fut codifiée par les édits et ordonnances de juillet 1682. (Edit pour la punition des empoisonneurs devins et autres. *Art. 3* : et s'il se trouvait à l'avenir des personnes assez méchantes pour ajouter et joindre à la superstition, l'impiété et le sacrilège, sous prétexte d'opérations de prétendue magie, ou autre prétexte de pareille qualité, nous voulons que celles qui s'en trouveront convaincus soient punies de mort).

Et du 14 mai 1724 : (Déclaration concernant la religion, plus cruelle encore que la révocation de l'Edit de Nantes, qui refuse véritablement toute existence civile aux protestants et punit de mort les prédicants réformés), — ainsi que par l'ordonnance militaire de Louis XV datée du 1^{er} juillet 1727 qui condamne à mort les vols d'église commis par les gens de guerre.

Ces lois sont encore très répressives et punissent de mort le crime de sacrilège, — le vol même, commis dans une église est puni des galères pour les hommes, et de la détention dans une maison de force et la marque en V pour

les femmes — sans préjudice de la peine de mort, si le vol est accompagné d'une profanation.

Cette jurisprudence, cruellement répressive, se résume dans le fameux arrêt qui condamna le chevalier de La Barre au supplice capital, Denisart cite : « Le parlement ce dépositaire auguste des lois divines et humaines, par arrêt du mercredi 4 juin 1766, la grand'chambre assemblée, confirmatif de sentence de la sénéchaussée de Ponthieu à Abbeville du 28 février 1766, a condamné Jean François le Febvre de la Barre, à faire amende honorable, avoir la langue coupée, la tête tranchée et son corps ensuite jeté avec la tête dans un bucher, pour y être brûlés, préalablement appliqué à la question ordinaire et extraordinaire pour impiété, blasphèmes, sacrilèges exécrables et abominables, mentionnés au procès ».

Ces sentences dignes du Moyen-Age étaient cependant dictées par des lois qui furent en vigueur jusqu'à la révolution.

La tourmente révolutionnaire balaya l'ordre établi, et les théoriciens d'un monde nouveau prétendirent reconstruire la France. Guidée par des hommes hantés par un idéal égalitaire, la révolution rejeta le principe de la religion d'état, qui avait été une des bases du pouvoir royal ; mais les constitutionnels de cette première époque avaient encore le respect des religions, et ils en assurèrent la protection par la loi du 22 juillet 1791 dont l'article 11 du titre 2 édicte que : « ceux qui auraient outragé les objets d'un culte quelconque, soit dans un lieu public, soit dans les lieux destinés à l'exercice de ce culte, ou ses ministres en fonction, ou interrompu par un trouble public, les cérémonies religieuses de quelque culte que ce soit, seraient condamnés à une amende qui ne pourrait excéder un an, l'a

mende sera toujours de 500 livres et l'emprisonnement de 2 ans, en cas de récidive ». Cet article ainsi que le titre 2 dont il fait partie furent adoptés sans discussion.

Mais la révolution sanglante l'emporta sur la modération des premières années, ce fut l'ère du crime, du feu, du sang, la religion fut déclarée aristocratique et les assassins du Roi prétendirent abattre Dieu lui-même, des prêtres furent brûlés et pendus, des églises saccagées, et la Convention, voulant terminer en apothéose cette politique odieuse, réhabilita solennellement la mémoire de la Barre.

Mais la vague de sang submergea les sicaires et le Consulat refit dans le calme, l'union des Français ; reconnaissant que la religion était, au point de vue social une force de cohésion nationale, Bonaparte conclut avec le Pape Pie VII, le Concordat de 1801 qui restitua au culte catholique son sacerdoce et son exercice public, mais ne lui rendit ni son ancienne prédominance, ni la protection qui lui était autrefois assurée. Les peines prévues par la loi de 1791 qui avaient disparu durant la période révolutionnaire anti-religieuse, ne reparaitront que lors de la mise en application du Code pénal, dans lequel les articles 261 à 264 prévoient et répriment les voies de faits, outrages, profanations, sur les ministres des cultes ou les objets sacrés, ainsi que le fait même de gêner sciemment quelqu'un dans le libre exercice de son culte.

Code pénal, paragraphe VIII
Entraves au libre exercice des cultes

Art. 260 : Tout particulier qui par des voies de fait ou des menaces aura contraint ou empêché une ou plusieurs personnes d'exercer l'un des cultes, de célébrer certaines

fêtes, d'observer certains jours de repos, et, en conséquence, d'ouvrir ou de fermer leurs ateliers, boutiques ou magasins, et de faire ou non quitter certains travaux, sera puni pour ce seul fait d'une amende de 16 à 200 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 2 mois.

Art. 261 : Ceux qui auront empêché, retardé ou interrompu les exercices d'un culte par des troubles ou désordres causés dans le temple ou autre lieu destiné ou servant actuellement à ces exercices seront punis d'une amende de 16 à 300 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois.

Art. 262 : Toute personne qui aura par bravade ou gestes, outragé les objets d'un culte dans les lieux destinés ou servant actuellement à son exercice, ou les ministres de ce culte dans leurs fonctions, sera puni d'une amende de 16 à 500 francs et d'un emprisonnement de 15 jours à 6 mois.

Art. 263 : Quiconque aura frappé le ministre d'un culte dans ses fonctions sera puni de la dégradation civique.

Art. 264 : Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent qu'aux troubles, outrages ou voies de fait dont la nature ou les circonstances ne donneront pas lieu à de plus fortes peines d'après les autres dispositions du présent Code.

Mais l'on constate que la loi de 1791 et les articles du Code pénal n'emploient à aucun moment le terme de sacrilège et en conséquence, ainsi que le constate Merlin « toutes les lois modernes avaient supprimé les délits désignés par ce mot et ne punissaient plus que les outrages fait publiquement aux objets ou ministres en fonction d'un culte quelconque et ne considéraient les vols d'église que comme les vols ordinaires commis dans les édifices publics ».

Le sacrilège ainsi qu'il était défini dans l'ancien droit, c'est-à-dire la violation, même commise non publiquement, d'un objet sacré, n'était donc plus envisagé par les lois nouvelles et il fallut attendre la loi de 1825 pour que le sacrilège fut prévu et réprimé à titre de crime principal.

La restauration remettant le roi légitime sur le trône de ses pères, rendit à la nation la paix et l'ordre que le peuple souhaitait ardemment ; mais ce retour à un état de choses pré-établi fut accompagné d'un cortège de préjugés, de rancœurs que les émigrés ramenaient de l'étranger. La Charte de Louis XVIII fut vraiment une charte constitutionnelle ; appliquée avec sagesse et clairvoyance, elle fut véritablement le contrat d'apaisement qui liait le prince avec un peuple sortant de convulsions ; mais son application par Charles X refléta la modification de la tendance royale. Infiniment plus despote que son frère, le nouveau roi, entouré de nobles ayant conservé leur esprit de caste, voulut rétablir à son profit le régime d'avant la révolution, — le retour aux marques protocolaires, le sacre, tendaient à faire de Charles X, le monarque de droit divin ; la charte d'ailleurs permettait cet affermissement du pouvoir royal, car si les libertés chères aux révolutionnaires y étaient garanties, certains articles laissaient au roi la possibilité d'agir de façon impérative.

Type absolu de l'émigré réactionnaire, considérant la période révolutionnaire comme seulement un mauvais souvenir, le roi Charles X voulut rétablir la religion catholique dans ses anciennes prérogatives, le roi de France redevint le fils aîné de l'Eglise, de par son sacre il tint son pouvoir de Dieu. La Charte établissait déjà la supériorité dogmatique du catholicisme en posant par l'article 6 que cette religion était : religion d'Etat.

Cette attitude du pouvoir royal était consécutive à un état d'esprit correspondant à l'époque. La tourmente de la révolution avait jeté le trouble dans un trop grand nombre d'esprits pour que le retour au calme s'effectuât normalement, et la restauration fut le signal d'un rétablissement passionné de tous les principes que l'on croyait abolis ; et parmi ceux-ci la religion connut un puissant mouvement de ferveur ; la période d'impiété fit place à une vie religieuse intense qui influa profondément sur les formes administratives et gouvernementales du pays.

Relativement aux vols d'église, la société était protégée par les articles 260 à 264 du Code pénal, mais selon les catholiques, les peines prévues en cas de profanation étaient très insuffisantes. Faisant leurs, ces désirs, certains conseils généraux é mirent le vœu que le sacrilège fut réprimé par une loi spéciale et fait plus probant encore, des magistrats de la Cour de Toulouse, é mirent un vœu fameux le 15 octobre 1821 :

« Considérant que des magistrats chrétiens se verraient avec une grande satisfaction investis du pouvoir de faire respecter les choses saintes et de les préserver des attentats sacrilèges des malfaiteurs, mais que leur premier devoir était de faire une juste application des lois existantes et de se renfermer dans les limites du pouvoir qui leur est délégué, ils sont réduits à des vœux que la puissance législative peut seule exaucer ; qu'ils ne peuvent se dissimuler que les auteurs de nos Codes, indifférents au moins en apparence pour toutes les religions, n'ont entendu favoriser en aucune manière la religion véritable, quoique cependant elle fut, à leur connaissance et de leur aveu, celle de l'immense majorité des Français, qu'il appartient au Roi très chrétien remonté sur le Trône de ses pères, de remédier à une négli-

gence ou à une erreur si déplorable en elle-même, et par les funestes conséquences qu'elle entraîne, et que des magistrats satisfont à leur devoir en indiquant à la haute sagesse de Sa Majesté par l'intermédiaire des dépositaires de sa puissance, les améliorations dont ils reconnaissent la nécessité, et qu'il n'est pas en leur pouvoir de faire ».

Un langage identique fut tenu par la cour royale de Bordeaux le 16 février 1822.

La restauration de la prédominance catholique en France, l'acquiescement d'une partie de l'opinion publique, les vœux des Conseils généraux et des cours du Royaume permirent au garde des sceaux, Monsieur le Comte de Peyronnet, de présenter en 1824 à la Chambre des Pairs, un projet de loi, réprimant le vol sacrilège et comblant ainsi la lacune du Code pénal.

Ce projet se basait sur le fait que les établissements publics doivent être plus encore protégés que les propriétés privées contre le vol, et au cours de la discussion, une phrase malheureuse ne tendait ni plus ni moins qu'à considérer ce projet comme une application nouvelle de la loi protégeant les biens servant d'asile aux animaux domestiques : si bien que malgré que la proposition ait été adoptée par 136 voix contre 11, le projet de loi, attaqué violemment par des organismes religieux, du fait qu'il égalisait les cultes fut jugé anti-chrétien et anti-social, et le gouvernement le retira.

Mais au cours de la discussion, le baron Pasquier, avait critiqué ce projet de loi comme étant incomplet, arguant qu'un dispositif devrait prévoir et punir le crime de sacrilège simple. L'opinion de ce noble pair, la conscience publique, profondément religieuse, les vœux des cours permirent donc au gouvernement de modifier son projet et de

déposer à la Chambre des pairs, le 4 janvier 1825 le projet de loi sur le sacrilège, dont le Titre 1, prévoyant et punissant le crime principal du sacrilège, non accompagné de vol, allait susciter tant de polémiques.

CHAPITRE I

MOTIFS DE LA LOI

La loi réprimant le sacrilège à titre de crime principal, étant préparée au moins partiellement dans l'opinion publique, ayant pour elle le succès de la discussion de la loi précédente, allait être motivée dans son ensemble au cours de la séance de la Chambre des Pairs, durant laquelle le Garde des Sceaux présenta la loi nouvelle.

Il exposa tout d'abord pourquoi cette loi venait si tard, alors que les vols d'église étaient déjà prévus et réprimés. C'est, dit-il, que le sacrilège est heureusement un crime fort rare, et qu'il y a difficulté parfois à le reconnaître.

L'homme qui ose voler des objets pieux, pourra être poussé dans son action coupable jusqu'au fait de dérober un vase sacré, son vol sera donc accompagné d'une profanation et son châtiment devra être plus sévère que celui qui s'applique à un vol ordinaire. Ainsi donc, si la conscience s'élève, et réclame une juste répression de la profanation qui a accompagné le vol, doit-on laisser dans l'impunité le fait odieux de la profanation exécutée sciemment dans l'unique but d'outrager Dieu et la religion ; peut-on admettre que la profanation aggrave un délit et n'en soit pas un, c'est une aberration que la loi nouvelle vient supprimer.

Si par bonheur, l'évolution des mœurs fit que la moralité publique, abandonnant les principes odieux de la révolution revint à la religion catholique, et que les croyants

et les fidèles ne soient plus scandalisés par d'odieux sacrilèges, si donc il est exact que de nos jours ce crime soit devenu très rare, est-ce une raison suffisante pour qu'il ne soit pas prévu par la loi, et que devant un cas qui se présenterait les juges fussent désarmés ? Ce serait une folie et un danger qui encouragerait au sacrilège des exaltés encore hantés des principes irreligieux.

Cette loi est-elle une atteinte à la charte quant à l'égalité des religions ? Non, puisque un dispositif applique les mêmes peines aux profanations commises dans les édifices des divers cultes reconnus, et n'est-il pas juste que le saint mystère de la religion d'état, cette religion catholique qui est celle professée par la majorité des Français, soit prévu et protégé spécialement ?

Une loi rétrograde, pourrait-on dire ? Nullement, est-ce trop punir que d'infliger la mort à l'homme qui ne craint pas de s'attaquer à Dieu lui-même, et ce faisant, de blesser la société dans ses croyances les plus chères ; le plus grand des crimes ne peut encourir autre chose que la peine maximum.

Cette loi, qui est l'aboutissement des vœux des Conseils généraux, des Cours royales et de beaucoup de nobles pairs a été conçue dans le but de ne rien laisser dans l'ombre ; l'égalité des religions y est assurée et le titre I, le plus important de la loi, puisqu'il traite du sacrilège, crime principal fut rédigé d'après les préceptes mêmes du catholicisme.

Et le garde des Sceaux conclut ainsi : « Ainsi Messieurs le sacrilège est défini par la profanation, et la profanation à son tour est définie et limitée par les objets sur lesquels on peut la commettre, par la manière dont elle peut être exercée, par le but que se propose le coupable, par la vo-

lonté qui détermine son action, les objets sur lesquels la profanation peut être commise sont énumérés eux-mêmes avec soin, et clairement désignés par leur dénomination, par l'usage auxquels ils sont consacrés, par les signes auxquels on doit reconnaître le saint caractère qui leur a été imprimé, les crimes enfin sont divisés selon leur nature et les peines sont graduées selon les règles de la législation générale et selon la différence des crimes.

CHAPITRE II

DISCUSSION DE LA LOI

Ayant ainsi exposé les motifs qui poussaient le gouvernement à présenter cette loi, le garde des sceaux fit lecture du projet.

*Projet de loi déposé par le Comte de Peyronnet,
Garde des Sceaux, avant tout amendement et modification*

TITRE I^{er}. — Du sacrilège

Art. 1 : La profanation des vases sacrés et des hosties consacrées est crime de sacrilège.

Art. 2 : Est déclarée profanation toute voie de fait commise volontairement et par haine ou mépris de la religion sur les vases sacrés ou sur les hosties consacrées.

Art. 3 : Il y a preuve légale de la consécration des hosties, lorsqu'elles sont placées dans le Tabernacle ou exposées dans l'ostensoir et lorsque le prêtre donne la communion ou porte le viatique aux malades.

Il y a preuve légale de la consécration du ciboire, de l'ostensoir, de la patène et du calice, employés aux cérémonies de la religion au moment du crime.

Il y a également preuve légale de la consécration du ciboire et de l'ostensoir enfermés dans le Tabernacle de l'église.

Art. 4 : La profanation des vases sacrés est punie de mort. La profanation des hosties consacrées est punie de la peine de mort.

TITRE II. — *Du vol sacrilège*

Art. 5 : Seront compris au nombre des édifices énoncés dans l'art. 381 du Code pénal, les édifices consacrés à l'exercice de la religion catholique, apostolique et romaine.

En conséquence, sera puni de mort quiconque aura été déclaré coupable d'un vol commis dans un de ces édifices, lorsque le vol aura d'ailleurs été commis avec la réunion des autres circonstances déterminées par l'article 381 du Code pénal.

Art. 6 : Sera puni des travaux forcés à perpétuité quiconque aura été déclaré coupable d'avoir, dans un édifice consacré à l'exercice de la religion de l'Etat volé avec ou même sans effraction du Tabernacle, des vases sacrés qui y étaient renfermés.

Art. 7 : Seront punis de la même peine :

1. Le vol des vases sacrés commis dans un édifice consacré à l'exercice de la religion de l'Etat, sans la circonstance déterminée par l'article précédent, mais avec deux des quatre circonstances énoncées au susdit article.

Art. 8 : Sera puni de la peine des travaux forcés à temps tout individu coupable d'un vol de vases sacrés ou d'autres objets destinés à la célébration des cérémonies de la religion de l'Etat, si le vol a été commis dans un édifice consacré à cette religion, quoiqu'il n'ait été accompagné d'aucune des circonstances comprises dans l'art. 381 du Code pénal.

Art. 9 : Sera puni de la réclusion tout individu coupable de vol si ce vol a été commis la nuit, ou par deux ou plu-

sieurs personnes, dans un édifice consacré à la religion de l'Etat.

*TITRE III. — Des délits commis dans les édifices
ou sur les objets consacrés à la religion*

Art. 10 : Sera puni d'un emprisonnement de 3 à 5 ans et d'une amende de 500 à 10.000 francs toute personne qui sera reconnue coupable d'outrages à la pudeur, lorsque ce délit aura été commis dans un édifice consacré à la religion de l'Etat.

Art. 11 : Seront punis d'une amende de 16 à 300 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois, ceux qui par des troubles ou désordres commis même à l'extérieur d'un édifice consacré à l'exercice de la religion de l'Etat, auront retardé, interrompu ou empêché les cérémonies de la religion.

Art. 12 : Dans les cas prévus par l'article 257 du Code pénal, si les monuments, statues ou autres objets détruits abattus, mutilés ou dégradés, étaient consacrés à la religion de l'Etat, le coupable sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans, et d'une amende de 200 à 2.000 francs. La peine sera d'un an à 5 ans d'emprisonnement et de 1.000 à 5.000 francs d'amende si ce délit a été commis dans l'intérieur d'un édifice consacré à la religion de l'Etat.

Art. 13 : L'article 463 du Code pénal n'est pas applicable aux délits prévus par les art. 12, 13 et 14 de la présente loi.

Il ne sera pas applicable non plus aux délits prévus par l'article 401 du même Code lorsque ces délits auront été commis dans l'intérieur d'un édifice consacré à la religion de l'Etat.

TITRE IV

Art. 14 : Les dispositions des titres II et III de la présente loi sont applicables aux crimes et délits commis dans les édifices consacrés aux cultes légalement établis en France.

Art. 15 : Les dispositions auxquelles il n'est pas dérogé par la présente loi continueront d'être exécutées.

.
Le projet différait sur certains points d'avec le texte définitivement adopté, et les modifications provinrent des amendements proposés directement par la commission et plus tard par les membres de la Chambre des Pairs, au cours de la discussion générale de la loi.

Il ressort de la lecture du « Moniteur » où sont consignés les discours qui furent prononcés à l'occasion de cette loi que seul le titre I fut très âprement discuté. Les autres dispositions de la loi qui reprenaient presque sans modifications le projet adopté l'année précédente, ne soulevaient que certaines objections de détail, alors que le titre I qui traitait du sacrilège crime principal et introduisait dans les lois civiles, le dogme catholique de la présence réelle souleva des polémiques violentes. Des orateurs de grand talent combattirent cette nouvelle conception législative au nom de la justice, de l'égalité des cultes, de la charte ; de grands catholiques, comme l'abbé de la Mennais repoussèrent cette loi avec horreur comme étant un affreux compromis entre l'athéisme des lois et la protection due à la religion d'Etat, — une émotion considérable s'empara d'une partie de l'opinion publique et il fallut la froide obstination du Roi et les ressources oratoires du comte de Peyronnet pour que le gouvernement triomphât de l'opposition ; il est vrai qu'il fut aidé par l'amorphisme réactionnaire de la majorité des deux

assemblées qui votèrent sur une loi représentant le recul des idées révolutionnaires et le retour de la prédominance religieuse dans la vie sociale française.

Les nombreux discours qui furent prononcés à la Chambre des Pairs et à la Chambre des Députés, si l'on excepte les magnifiques plaidoyers du comte de Lanjuinais et de Royer Collard, sont, ainsi qu'il est de fait dans toute discussion parlementaire des redites constantes, où les mêmes arguments de part et d'autre furent repris de multiples fois et seulement présentés de façons plus ou moins nouvelles et heureuses. Les premiers discours sur chaque article controversé suffisent presque toujours à résumer les nombreuses digressions des orateurs qui ne visaient qu'à obtenir l'impression de plusieurs colonnes dans le *Moniteur*, mais il existe entre les discussions des deux chambres une différence notable ; non peut-être dans la force des arguments, mais dans l'esprit de la discussion. Les pairs s'attachèrent surtout à une discussion élevée, plaçant le débat sur le plan moral et n'usant que d'arguments le plus souvent extra-juridiques alors que les Députés s'attachèrent à la lettre du projet, l'attaquant dans ses moindres détails ; aussi l'histoire de la discussion de cette loi fameuse appelle une division permettant de rapporter successivement les débats qui se sont poursuivis dans les deux assemblées.

§ I. — DISCUSSION DE LA LOI
DEVANT LA CHAMBRE DES PAIRS

Renvoyée à une commission composée du Comte Portalis, du Marquis de Rivière, du Marquis de Pastoret et du Comte de Breteuil comme rapporteur, le projet de loi fut soumis en séance le 29 janvier.

Le comte de Breteuil fit un rapport succinct des travaux de la commission et conclut en proclamant que celle-ci adoptait le projet de loi, car si le vol sacrilège est et doit être puni, plus sévèrement même qu'avec le système du Code pénal, ce serait une folie que de laisser le sacrilège impuni, car un tel état de fait serait un encouragement à ce crime, qui, loin d'être disparu de nos jours, s'est révélé odieusement ces temps derniers à Bischoffseim, à Murtel et à Tours.

Si donc, ce crime existe, il importe qu'il soit réprimé, et la loi présentée vient combler une grave lacune. Le Comte de Breteuil insistant sur l'opportunité de la loi, présente néanmoins à la Chambre quelques amendements de détail qui ont paru indispensables à la commission.

C'est ainsi que pour l'article 3, au dernier paragraphe, « il y a également preuve légale de la consécration du ciboire et de l'ostensoir enfermés dans le tabernacle de l'église », le comte de Breteuil au nom de la commission proposa d'ajouter : « dans celui de la sacristie » vu l'usage fréquent, du placement des ciboires et ostensoirs consacrés dans les tabernacles des sacristies.

L'article 4 dont l'énoncé était « la profanation des vases sacrés est punie de mort. La profanation des hosties consacrées est punie de la peine de mort », sembla trop hermétique aux membres de la commission, et ceux-ci jugèrent que pour un article aussi grave, il fallait donner un texte précisant exactement quand il y avait profanation, et quand cette profanation devait être punissable, c'est-à-dire quand elle était un objet de scandale ; c'était l'introduction de la condition de publicité.

En conséquence, l'article 4 modifié fut présenté comme suit :

« La profanation des vases sacrés sera punie de mort si elle a été accompagnée des deux circonstances suivantes :

1° Si les vases sacrés renfermaient au moment du crime des hosties consacrées.

2° Si la profanation a été commise publiquement.

La profanation est commise publiquement lorsqu'elle est commise dans un lieu public et en présence de plusieurs personnes.

D'autre part la commission jugea qu'au point de vue catholique il y avait une grande différence entre la profanation des hosties représentant le corps de « Notre Seigneur et celle des vases sacrés, aussi furent proposés à la chambre, deux articles nouveaux qui selon l'objet de la profanation, différenciaient le crime et proportionnaient le châtement. Ces nouveaux articles prenaient donc place avec les numéros 5 et 6.

Art. 5 : La profanation des vases sacrés sera punie des travaux forcés à perpétuité, si elle n'a été accompagnée que de la seconde circonstance énoncée dans l'article précédent.

Art. 6 : La profanation des hosties consacrées, commise publiquement, sera punie de la peine du parricide.

Et, répondant par avance à une objection possible, le comte de Breteuil, examinant le cas du sacrilège commis sans témoins et ne tombant pas sous le coup de la loi, dit que celle-ci n'avait pas la prétention d'être une loi de sanction religieuse, qu'elle n'avait d'autre but que d'assurer l'ordre socialo-religieux de la société et de réprimer le scandale produit par le sacrilège ; en conséquence, le sacrilège simple, commis non publiquement, n'ayant pas causé de scandale, sera suffisamment châtié par les remords de la conscience.

Et surtout, appuyant les deux articles nouveaux, le rapporteur de la commission fait remarquer que cette addition supprime désormais toute hésitation pour les magistrats qui tantôt basaient leur décision sur le Code Pénal de 1791 tantôt sur celui de 1810, dont le premier qualifie de lieux habités les édifices publics et dont le deuxième se tait sur cette circonstance. L'article 4 modifié, et les articles 5 et 6 tranchant la question en faveur de la présomption d'habitation, introduisent dans le système légal « une vérité bien consolante, celle de la présence réelle », raisonnement qui permet de dire à M. de Breteuil que le sacrilège étant le plus grand des crimes puisqu'il s'attaque à Dieu lui-même, doit naturellement recevoir le châtiment suprême, en conséquence, la peine du parricide.

De même, l'article 8, qui du fait des deux articles ajoutés devenait article 10, fut modifié comme suit :

« Sera puni de la peine des travaux forcés à temps, tout individu coupable d'un vol de vases sacrés, si le vol a été commis dans un édifice consacré à la religion de l'Etat, quoiqu'il n'ait été accompagné d'aucune des circonstances comprises dans l'article 381 du Code pénal.

Dans le même cas, sera puni de la réclusion tout individu coupable d'un vol d'autres objets destinés à la célébration des cérémonies de la même religion ».

Cet article qui n'est donc pas excessivement rigoureux quant à la précision de ses termes, permet, selon le comte de Breteuil une latitude d'appréciation aux tribunaux qui auront souvent à juger en fait, ce qui est souhaitable pour des questions aussi complexes.

Enfin la commission trouva que l'article 14 devenu article 16, devait comprendre une énumération complète des articles plutôt qu'un simple rappel des titres ; en consé-

quence l'article s'énonçait : les dispositions des articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 de la présente loi sont applicables aux crimes et délits commis dans les édifices consacrés aux cultes légalement établis en France.

La commission ayant achevé l'exposé de ses conclusions, la discussion générale s'ouvrit sur le projet de loi. De très nombreux orateurs plaidant alternativement pour ou contre la loi, se firent entendre, et leurs arguments peuvent se résumer en quelques idées générales.

Seul, véritablement le titre I fut très vivement combattu. Ayant encore présent à l'esprit le projet de loi de l'année précédente, les nobles Pairs admirent sans difficulté les titres traitant du vol sacrilège et de la protection commune aux différents cultes, mais le titre I punissant le sacrilège simple, faisant entrer dans les lois le dogme catholique de la présence réelle, révoltait l'esprit extra-religieux de certains membres de la haute assemblée ne professant pas la religion catholique.

Le Comte Molé, le marquis de Lally, le duc de Broglie le comte de Bastard, le comte Lanjuinais, le baron de Barente attaquèrent le titre I et demandèrent sa suppression en invoquant de nombreux arguments :

Ceux-ci furent de tous les domaines, arguments juridiques, historiques, moraux, tout fut mis en œuvre, en vain d'ailleurs, pour obtenir la suppression du titre premier.

L'objection la plus communément développée fut sans conteste la rareté du crime : plusieurs orateurs exaltèrent le retour de la moralité publique à l'idéal religieux, et constatant que le crime du sacrilège n'est plus qu'un souvenir historique, demandèrent que le titre I prévoyant une répression terrible pour un crime pratiquement disparu soit supprimé, car il ne pouvait être qu'une disposition inutile et

vexatoire, ou, chose plus grave, une excitation au fanatisme anti-religieux.

Cet argument de la rareté du crime de sacrilège et par conséquent de la quasi-inutilité de la loi, amena bientôt à un argument moral et social : celui de la barbarie de ce projet.

Plusieurs orateurs de la Chambre des Pairs, parmi lesquels le marquis de Lally et le baron de Barante exposèrent éloquemment que la peine de mort, précédée de la mutilation du poing revêtait un caractère d'horreur digne du Moyen-Age « verrait-on cette chose monstrueuse, qu'en ce pays de haute civilisation qu'est la France, une loi fut assez rétrograde pour parer l'appareil de justice d'accessoires atroces qui nous ramèneraient à l'abominable période de l'inquisition ». Mais plus encore que les orateurs qui employèrent cet argument ne visant qu'à frapper le caractère d'intolérance de la loi, plusieurs nobles pairs dont le comte Lanjuinais se plaçant résolument sur le plan catholique s'attachèrent à démontrer que cette loi qui prétendait honorer et défendre les religions était au contraire en opposition totale avec l'idéal chrétien.

Le Christ est-il mort en croix pour confondre ou pour sauver les hommes ? la religion catholique, religion de bonté, fut établie par Dieu pour le salut des âmes. Des hommes seront-ils assez téméraires pour braver cette loi de douceur. Est-il permis de frapper un pécheur, aussi grand soit-il, avant que son cœur ait eu le temps de se repentir. Non, le péché appartient à Dieu et le pouvoir temporel ne peut s'immiscer dans le drame des consciences. Enseignez toutes les nations, avait dit Notre Seigneur et les apôtres évangélisèrent le monde par leur parole et leur exemple, — les panthéismes anciens essayèrent de maintenir leurs croyances à coups

de massacres horribles, ont-ils empêché que triomphât la religion d'amour —, et l'on voudrait aujourd'hui cimenter la puissance divine avec le sang des pécheurs. La religion du Christ ne s'établit ni ne se défend à coups d'échafauds. Il y a plus de place au royaume de Dieu pour un pécheur repentant que pour cent justes, allait-on par une loi barbare, empêcher que se réalisât cette parole divine ; le pouvoir des hommes prétendant honorer la religion allait-il interdire à celle-ci de remplir sa mission, qui est de permettre au pécheur de se repentir et de faire son salut.

Et, de même, restant sur le plan religieux, plusieurs orateurs exposèrent que la loi créait une fâcheuse interpénétration des pouvoirs temporels et spirituels.

Ce péché de sacrilège, que nous qualifions de crime, tant est grande l'horreur qu'il nous inspire, doit-il être frappé par le glaive des hommes. Mon royaume n'est pas de ce monde, disait Jésus, la justice humaine allait donc empiéter sur le jugement de Dieu.

Que la loi assure la liberté des religions, que tous les dogmes, sous la protection des lois, puissent élever leurs temples, là est le devoir de l'Etat, mais aussi la limite où son pouvoir doit s'arrêter. Prendre des vérités religieuses comme bases légales, est établir pour certaines consciences, une pression intolérable. Que César assure la paix de ses peuples, mais que Dieu seul règne sur leur âme.

Mais ces arguments purement moraux ne furent pas les seuls employés contre le projet de loi. Le duc de Broglie, dans un discours d'une concision remarquable, s'éleva contre le titre premier qui était selon lui, en opposition formelle avec la Charte dont un article assure l'égalité des cultes reconnus ; s'appliquant à la présence réelle, le titre I affirme légalement et protège un dogme professé exclusivement par

l'église catholique, alors que seuls les articles relatifs au vol sacrilège sont applicables à tous les cultes reconnus. Il y a donc une inégalité de traitement puisque les différentes religions ne sont protégées que contre le vol, alors que la religion catholique voit la protection légale garantir un de ses mystères ; c'est donc affirmer la supériorité d'un dogme sur les autres, et nier la liberté de pensée, puisqu'un non catholique n'aura pas, en son âme et conscience, commis un sacrilège s'il brise une hostie consacrée, puisque lui, non catholique, n'admet pas la présence réelle. Cet argument sera d'ailleurs retourné en faveur de la loi, l'orateur faisant ressortir qu'on ne punira pas en ce cas, le péché de sacrilège mais bien le crime de lèse-société, l'acte scandaleux attentatoire à une croyance généralisée.

Enfin furent exposés à la tribune de la Chambre des Pairs, deux arguments des plus puissants tirés tous les deux des dispositions mêmes de la loi : le jury et la peine de mort allaient rendre la loi inapplicable.

Le jury, composé de personnes tirées au sort, pourrait avoir dans son sein un ou plusieurs membres ne professant pas la religion catholique, et à supposer que le criminel fut justiciable du titre premier de la loi, comment ces jurés pourraient-ils prononcer une condamnation d'un crime qu'ils ne reconnaissent pas pour tel. Et même, si le sort voulait que le jury fut composé unanimement de catholiques, quand il faudra que ces hommes jugent si le sacrilège a été commis « par haine ou mépris de la religion » auront-ils le pouvoir réservé à Dieu seul de lire dans les consciences et de juger les intentions secrètes des coupables. Tenant, en vertu de cette seule appréciation morale, la vie de leurs semblables entre leurs mains, les jurés, ne pourront jamais se résoudre à prononcer le oui fatal, plutôt que d'avoir leur conscience

chargée d'un doute toujours possible quant à la pleine responsabilité de l'accusé ; ils préféreront écarter la peine suprême et ainsi toute valeur du titre premier — s'il en a une, du moins — se trouvera supprimée.

Enfin plusieurs orateurs dans des périodes brillantes, mais où la forme souvent dépassait le fond, refirent en conclusion de cette discussion générale, le procès de ce titre premier :

Qu'est-ce que ces prétendus vœux qui appellent cette loi sanguinaire ; les Conseils généraux, mais ils ne sont pas l'expression d'une volonté libre. La Cour de Toulouse ! mais son vœu ne reflète-t-il pas les passions souvent exagérées des populations méridionales. On ose présenter cette loi comme un hommage à la religion : un hommage digne de l'antique alors, un sacrifice humain qui est l'antithèse absolue de la religion de bonté, laquelle en tout état de cause, n'a en France, aucun besoin d'être honorée par une loi spéciale puisque l'article 6 de la Charte proclame la religion catholique « religion d'Etat ». Ce supplice moyenâgeux du parricide procède uniquement d'une progression verbale, on applique la plus grande des peines au plus grand des crimes, lequel étant une profanation initiale, passe selon la rigueur des définitions par les phases d'un sacrilège, d'un parricide et enfin d'un déicide. Et si l'on frappe ce crime du fait de son acte de scandale social, pourquoi ne frappera-t-on point de même les écrits ou les paroles qui s'élèvent contre les dogmes chrétiens ; cette loi d'intolérance n'est que le prélude d'une législation qui, si elle se laisse entraîner par la rigueur logique de ses propres arguments ira jusqu'à punir légalement le moindre des péchés, enfin cette loi, qui devait marquer l'apogée de la renaissance de l'idéal religieux en France fera revenir les temps de la révocation de l'Édit de

Nantes où les marques extérieures du respect religieux cachaient sous la menace la révolte des cœurs.

Ainsi donc, s'écrie le comte Lanjuinais « le rétablissement du mot sacrilège dans nos lois nous exposerait à des dangers infinis. Il violerait le principe constitutionnel de la liberté des cultes, et il serait contraire au but religieux que l'on se propose ».

Loi d'hommage à la religion, dit-on, en fait, loi barbare, loi de régression, qui transgresse la volonté du Christ, viole les lois humaines et essaye par son hypocrisie manifeste d'attirer à lui certains esprits encore férus d'intolérance, en rassurant les autres par son caractère inapplicable.

D'éminents orateurs, d'autre part soutinrent la loi aussi vigoureusement qu'elle avait été combattue. Les arguments les plus divers furent invoqués, tant moraux que juridiques, mais on doit reconnaître que le discours du garde des Sceaux, le comte de Peyronnet fut empreint d'une logique que n'atteignirent jamais les autres exposés. S'il fit place aux éléments religieux et moraux qui selon lui participaient grandement à la nécessité de la loi, il eut le mérite de placer la répression du sacrilège dans son véritable cadre, à savoir, mettre au premier plan, le caractère anti-social de ce crime et justifier le châtimement par la règle absolue que toute peine est une défense de la société.

Le comte de La Bourdonnaye dans un exposé d'une forme très étudiée fit le panégyrique de la réaction, il se félicita de voir le peuple français, après les longs errements révolutionnaires et impériaux, revenu à la fidélité au roi et surtout de voir la moralité publique reflétant la profonde et salutaire emprise que la religion avait de nouveau sur les consciences. Il conclut en faisant de cette loi la fin logique de cette dévolution. Le respect dû à la religion devenant une

obligation légale, était la consécration de ce retour à la norme morale et religieuse, c'était donc un hommage que par cette loi, le gouvernement rendait à la religion triomphante. Le comte de La Bourdonnaye examinant ensuite le supplice du parricide appliqué au sacrilège, proposa le remplacement du voile noir qui couvrait la tête du condamné par un voile rouge afin de différencier le châtiment aux yeux du public ; cette proposition n'eut aucune suite du fait de l'abolition au cours de la discussion de la peine du parricide.

Plusieurs discours, reprenant ce thème de l'hommage à la religion, furent prononcés et parmi ceux-ci, ceux du Comte de Breteuil, du marquis de Villefranche, du vicomte de Bonald, du comte Lemer cier, du comte de Chastellux, du duc de Fitz James et du duc de Pontécoulant.

Le sacrilège n'existe plus, ont prétendu certains orateurs, mais que font-ils alors des exemples donnés par la commission dont le récit frappe d'horreur ; s'il est, dans notre siècle, des individus qui, au mépris de toute idée sociale et religieuse poussent le fanatisme antireligieux jusqu'à profaner publiquement ces hosties que la grande majorité des Français adorent comme étant le Seigneur Dieu lui-même, doit-on laisser le juge impuissant à punir un pareil crime ? Le système du Code civil, qui ne connaît que du vol sacrilège et qui laisse impuni cet épouvantable scandale qu'est le sacrilège simple, comporte une grave lacune, il importe de la supprimer en adoptant le projet de loi. On critique la sévérité des peines, mais le système légal et la plus élémentaire logique impliquent que les peines doivent être proportionnées aux crimes, or nul ne contestera que le sacrilège frappant Dieu lui-même, dans une manifestation reconnue par la religion d'Etat, donc s'attaquant à une

croyance générale, est non seulement un acte déicide, haïssable en soi, mais encore une perturbation grave apportée à l'ordre social ; placé ainsi au premier rang des crimes, il mérite la peine de mort. Que l'on prenne comme exemple le châtimement suprême qui frappe le crime de lèse-majesté, et l'on verra que ce châtimement est motivé par le fait que l'attendant dépasse singulièrement la personne intrinsèque du souverain, si le criminel mérite la mort, c'est qu'il a frappé, non un homme, mais le Roi, qui est le chef, le symbole même de l'ordre politique et social établi ; pour ce crime, le coupable devra être châtié, malgré les opposants politiques qui s'insurgent contre le pouvoir royal, — donc on devra de même frapper de la peine capitale le sacrilège qui se sera attaqué au Dieu de la majorité des Français, en dépit des quelques milliers de personnes sacrifiant à un autre culte, ou ne professant aucune croyance.

Le projet de loi nous objecte-t-on fait bon marché de la dualité qui doit exister entre les règles légales et les principes religieux, et empiétant sur la justice divine il ose frapper un péché. Mais le sacrilège, comme il est réprimé dans la loi, ne l'est pas à titre de péché, mais à titre de crime anti-social ; d'ailleurs, les crimes que les lois punissent depuis des siècles n'ont-ils pas tous leur source dans les péchés énoncés au décalogue et le sacrilège, s'il est avant tout un péché monstrueux justiciable du pouvoir divin, doit-être également frappé par la société en raison du trouble qu'il lui a occasionné.

Le duc de Pontécoulant soutint l'esprit de la loi, mais objecta, qu'en raison de l'énormité du crime, il ne pouvait considérer le sacrilège que comme l'œuvre d'un fou et qu'en conséquence, la peine de mort devait être remplacée par l'internement perpétuel.

Le duc de Fitz-James, lui, s'éleva contre certaines manœuvres de couloir qui tendaient à faire croire que la loi était présentée par les Jésuites, il s'indigna vivement d'un agissement aussi inélégant que mensonger, et affirma que la loi était la conclusion logique de tous les arguments précédemment cités.

Mais surtout, le garde des sceaux fit un exposé remarquable où il reprit tous les éléments en faveur du projet et où il s'attacha à réduire à néant les arguments opposés à l'adoption de la loi.

La loi qui est aujourd'hui proposée à la Chambre des Pairs n'est ni le fait d'une campagne menée par une secte religieuse, ni un projet présenté de façon irréfléchie par le Gouvernement, elle est l'aboutissement logique d'une évolution des mœurs et de la pensée française dont plusieurs voix et parmi les plus autorisées se firent entendre jusque dans cette enceinte. De nombreux catholiques se plainquirent que le sacrilège, ce crime énorme fut méconnu de notre juridiction répressive, — les conseils généraux émirent des vœux en faveur de l'adoption d'une loi prévoyant et punissant le sacrilège — mais plus encore, les magistrats des cours royales de Toulouse et de Bordeaux rendirent des arrêts dans lesquels étaient présentés des vœux semblables à ceux des conseils généraux. Plus près de nous, lorsque l'an passé le Gouvernement proposa et eut la satisfaction de voir adopté un projet de loi réprimant le vol sacrilège, un noble pair, le baron Pasquier, critiqua le projet, le trouvant insuffisant et s'étonnant, d'ailleurs justement, qu'un projet punissant le sacrilège comme élément d'aggravation au vol, ne punisse pas le sacrilège simple. (Il est à signaler d'ailleurs que le Baron Pasquier au cours d'une controverse avec le Garde des Sceaux préféra rétracter ses paroles de l'an

passé, plutôt que d'être taxé d'avoir voulu introduire une loi basée sur un principe exclusivement religieux, et il rejeta le titre I).

Ces éminentes opinions, professées par des gens qualifiés quoique ayant des situations sociales fort différentes prouvent que le projet de loi, qui est actuellement discuté est demandé par une grande partie de l'opinion publique. Quand un noble pair, des membres de l'autre chambre, les conseils généraux, les cours royales, les publications religieuses, réclament une loi contre le sacrilège, sont-ce là uniquement des campagnes réactionnaires ou provocatrices ? C'est au contraire le juste aboutissement d'une politique s'appuyant sur l'opinion publique, qui marque la fin des désordres passés et rétablit enfin la juste prééminence et le respect dû à la sainte religion qui a de nouveau étendu son règne sur la France.

Les principaux arguments qui ont été développés contre la loi, se résument presque tous en deux propositions d'une part le projet de loi empiétant sur la justice divine, frappe un péché et ce faisant, fait sortir le législateur du cadre normal de ses attributions ; d'autre part le Titre I prévoyant le sacrilège simple, en faisant entrer dans la loi le dogme de la présence réelle, établit une inégalité de traitement entre les religions et viole ainsi l'égalité proclamée par la Charte.

Pour réfuter le premier argument il suffira de dire que les orateurs qui les ont employés n'ont pas vu, ou n'ont pas voulu voir le véritable terrain sur lequel le législateur a entendu placer la loi.

Il n'a jamais été question, et il ne saurait jamais en être ainsi, de punir un péché, cela est un fait de l'église et le bras de la justice ne saurait frapper ces atteintes à la loi

de Dieu qui relèvent du tribunal de la confession et plus tard du tribunal divin. Mais le législateur qui vient aujourd'hui réprimer le sacrilège, n'entend pas réprimer le péché, mais le trouble causé à l'ordre public ; et ce qui doit effacer toute suspicion chez les adversaires du projet, est qu'au nombre des conditions exigées par la loi pour proclamer le crime de sacrilège, se trouve la publicité. Le législateur peut-il être accusé de s'immiscer entre Dieu et les hommes, s'il laisse le sacrilège secret aux prises seulement avec les affres de sa conscience. Si l'on ose comparer le grave sujet qui occupe actuellement avec un délit de bien moindre importance, rien ne saurait mieux faire comprendre la position actuelle du législateur que l'examen de la répression des attentats à la pudeur. L'individu qui par pur dérèglement de sa moralité commet en secret des obscénités est-il coupable devant les hommes ? En aucun cas, il ne saurait être poursuivi, son inconduite n'ayant pas eu de témoins, n'a scandalisé personne et il ne saurait être châtié moralement que par le prêtre ; mais si les actes obscènes sont commis publiquement, si des témoins ont été offensés par des actions immorales, alors, dans ce cas, l'ordre social ayant subi une atteinte, la répression devra s'appesantir sur le coupable.

Or pour le crime de sacrilège, la question se pose de façon semblable. Le sacrilège secret ne saurait être puni que par Dieu, alors que le sacrilège public qui outrage la société et compromet l'ordre social, doit être réprimé pour ces deux éléments et non en raison du péché énorme qu'il constitue.

Le second argument invoqué contre le projet de loi, se base sur une prétendue violation de la Charte, quant à l'égalité des religions. Si la loi, à partir du titre II, reçoit la presque unanime approbation de la Chambre, en raison de l'égalité absolue qui existe pour la répression du vol sacrilège

commis dans les édifices des divers cultes, au contraire le titre I qui punit le sacrilège simple, la profanation des hosties consacrées, ne respecte pas selon certains orateurs, l'égalité des religions en créant un traitement de faveur pour la religion catholique du fait de la protection légale du dogme de la présence réelle.

Mais pourrait-il en être autrement. Alors que toutes les manifestations des autres religions, sont protégées contre le scandale ou le vol sacrilège, la cérémonie la plus sacrée au cœur des catholiques, cette consécration qui fait descendre le Dieu vivant sur l'autel, cet auguste mystère pourrait-être livré sans défense aux fureurs sacrilèges ? Ainsi la célébration de la messe, base du catholicisme, qui n'existe dans aucune autre religion, serait pour cette raison privée de la protection de la justice. On invoque la charte en proclamant qu'il est porté atteinte à l'égalité des religions, mais l'on fait bon marché d'un article d'une importance extrême et qui n'est autre que celui qui proclame la religion catholique, religion d'Etat.

Or qu'est-ce qu'une religion d'Etat si ce n'est celle du souverain et de la majorité du peuple français, par conséquent, correspondant aux sentiments généraux de la Nation. Aussi est-il acceptable qu'un syllogisme prive la religion d'Etat d'une protection nécessaire, inutile aux autres cultes puisqu'ils méconnaissent la consécration des hosties.

Invoquer la Charte, oui, mais il faut l'invoquer en entier et ne pas arriver au fait contradictoire, que sous prétexte d'égalité, la religion catholique d'Etat serait lésée par rapport aux autres religions ;

Ces deux points étant établis, le sacrilège réprimé seulement pour le trouble qu'il apporte à l'ordre public, et contrairement aux préopinants, le dogme de la présence

réelle protégé pour assurer l'égalité des religions, — les autres arguments ne portent que sur des détails, ou sont basés sur des principes d'humanité vraiment peu en rapports avec l'énormité du crime considéré.

On critique la peine de mort frappant ce crime comme étant un retour aux pratiques sanglantes du Moyen Age ; mais de nobles pairs ont déjà prouvé, et il n'est point besoin d'y revenir longuement, qu'au crime maximum doit correspondre le châtiment suprême ; à quelles critiques justifiées le gouvernement ne s'exposerait-il pas si le sacrilège était moins frappé que le faux-monnayeur.

Ayant commis le plus grand des crimes puisqu'il s'attaque à ce qui fait la base de la société, le sacrilège doit encourir la peine maximum.

Appelée par la majorité de l'opinion publique et par de multiples voix autorisées, cette loi qui prévoit et punit le crime de sacrilège en prenant toutes les précautions pour qu'aucun abus ne puisse se commettre, qui assure l'égalité des religions, ne frappe le crime qu'autant que celui-ci a attenté à l'ordre établi — est l'aboutissement d'un retour aux choses justes où la religion dicte la conduite des hommes ; elle doit être adoptée par une chambre chrétienne pour un pays chrétien.

La discussion générale étant achevée, le rapporteur du projet, M. le comte de Breteuil résuma en quelques mots les arguments qui militaient pour et contre la loi ; il s'attacha à faire cet exposé de façon à faire ressortir la supériorité des arguments favorables et, au nom de la commission il représenta le projet, en admettant toutefois ainsi qu'un noble pair l'avait proposé au cours de la discussion, que la mutilation de la peine du parricide fut remplacée par une amende honorable faite, devant la porte principale de l'église où serait

commis le sacrilège. D'autre part, fut maintenu par la commission la graduation des peines de l'article 8 qui donnait aux juges plus de pouvoir d'appréciation.

La discussion par article débuta par un exposé du marquis de Bonnay qui critiqua le vocable « sacrilège » lui-même ; il fit remarquer qu'en dehors de l'édit de 1682 assimilant le sacrilège aux pratiques de sorcellerie et le punissant de la peine de mort, ce mot ne se trouvait pas dans l'ancienne législation, et qu'il était dangereux d'introduire dans les textes un mot dont le sens inhabituel, pouvait amener les magistrats à commettre des erreurs, ou au moins, des exagérations d'interprétation. Les ministres répondirent que les définitions des premiers articles de la loi étaient suffisamment claires et ne laissaient aucune place au doute quant au sens strict du mot sacrilège, d'ailleurs fixé par le répertoire de jurisprudence « il y a sacrilège quand il y a profanation de choses saintes ou consacrées, qu'il y ait vol ou non ».

Le marquis de Bonnay obtint toutefois qu'on remplaçât « la profanation des vases sacrés et des hosties consacrées est crime de sacrilège » par « constitue le crime de sacrilège ».

De même le Comte de Saint-Roman, craignant que ce mot de sacrilège eut un sens trop vague, proposa de le remplacer toujours dans l'article 1, par attentats, puis par crimes sacrilèges ; mais le garde des sceaux obtint le rejet de cet amendement, en exposant qu'une telle appellation, non seulement n'aurait pas limité le sens du mot sacrilège, mais au contraire, l'aurait élargi de telle sorte qu'une interprétation un peu subtile aurait permis de punir les tentatives de sacrilège, alors que l'esprit dominant du projet avait

toujours été de ne punir le crime que lorsque celui-ci était consommé par un acte de profanation.

De la Bourdonnaye proposa de supprimer de l'article 2 les mots « volontairement et par haine ou mépris de la religion » ; cet amendement, qui fut d'ailleurs repris ultérieurement à la Chambre des Députés, était, selon le noble pair, commandé par ce fait qu'il ne pourrait jamais être prouvé que ces conditions fussent réunies car les jurés ne peuvent lire dans la conscience des accusés, et qu'avec cet article la loi était illusoire et inapplicable, — mais l'argument fut repoussé en considération de ce qu'il n'y a sacrilège qu'autant qu'il y a intention ; ainsi une voie de fait volontaire, commise sur un objet sacré, dans une église incendiée, dans le but de sauver cet objet, ne serait évidemment pas sacrilège. Et d'ailleurs, la suppression demandée dans cet amendement, aurait permis une bien trop grande facilité d'échappement pour le coupable dont le défenseur n'aurait pas manqué de présenter les éléments intentionnels du crime comme les seules conditions d'existence de celui-ci ; et à la faveur du doute qui serait toujours venu à l'esprit des jurés, le coupable aurait bénéficié d'un article dont le manque de précision aurait rendu la loi totalement inapplicable.

L'article 3 portant les preuves légales de la consécration édicte que les hosties sont réputées légalement consacrées quand le prêtre porte le viatique aux malades. Le Comte de Tournon proposa que le mot « ostensiblement » fut rajouté, mais son amendement fut repoussé car on lui objecta que pour qu'il y ait sacrilège il n'est pas besoin que le vase ou les hosties fussent à découvert ; l'attaque du prêtre, sans laquelle ne pourrait être commis le crime indi-

quant déjà suffisamment l'intention d'outrage du délinquant.

Mais les amendements qui furent soutenus avec le plus d'insistance furent ceux relatifs aux différentes peines prévues par le sacrilège.

Tout d'abord le comte de Pontécoulant, reprenant son argumentation de la discussion générale, exposa que selon lui, le sacrilège est un fou qui ne peut encourir d'autre peine que celle de l'internement, mais il lui fut objecté avec succès, que si une telle mesure était adoptée, on arriverait à considérer tous les criminels comme des fous et qu'ainsi l'impunité deviendrait la règle générale, et d'ailleurs fut-il ajouté, le fait de poser légalement la présomption de folie en faveur du sacrilège, constitue une contradiction avec l'article 64 du Code pénal qui ne fait que prévoir la non existence du crime, lorsque le coupable a été reconnu être en état de démence.

Le Comte de Bastard dans de nombreuses interventions à la tribune s'efforça d'atténuer les pénalités de la loi. Son premier amendement, s'écartant délibérément du projet et proposant les peines de la déportation en cas de profanation des hosties, et de la réclusion pour la profanation des vases, fut, après une brève discussion où fut rappelée l'énormité du crime, rejeté par 118 voix contre 97.

Plus modéré, et accompagné d'arguments plus convaincants, fut l'amendement remplaçant la peine de mort par celle des travaux forcés à perpétuité, — les arguments de la religion de bonté furent repris et exposés avec éloquence mais les défenseurs du projet de loi, citant Beccaria, Voltaire et Filangieri exposèrent que selon ces auteurs la gradation était profanation puis sacrilège, il en résultait donc que si l'on admettait le sacrilège comme étant le crime

le plus grand, il devenait évident que l'on devait lui appliquer la peine capitale, sous peine d'être taxé d'illogisme. Impressionnée par cette argumentation, la chambre vota la peine de mort par 110 voix contre 101.

Un troisième amendement, présenté par le Comte de Bastard et soutenu par Monsieur de Chateaubriand, amendement d'ailleurs présentant les mêmes arguments pour et contre que les précédents et remplaçant la peine de mort par celle des travaux forcés à perpétuité pour la profanation des vases, fut repoussé par 108 voix contre 104.

Enfin l'article 4 du projet initial qui en raison de l'introduction des deux articles ajoutés, s'inscrivait désormais au rang sixième et qui à la suite de l'acceptation de la commission comportait le remplacement de la peine du parricide par l'amende honorable précédant la peine de mort, fut l'objet d'une vive controverse. Le marquis de Bonald adjura ses collègues de ne pas admettre l'adoption d'un supplice moyenageux, et, fut-il ajouté de quoi sert cette inutile mise en scène de l'amende honorable. Dans l'ancienne jurisprudence l'amende honorable était prononcée contre le sacrilège, mais en cas de refus du patient, des peines plus graves étaient prononcées après trois interpellations, or, aujourd'hui, le refus du coupable n'entraîne aucune aggravation de peine, à quoi servira donc, cette amende honorable non consentie, si ce n'est à exciter la pitié du public en faveur des criminels, ou au contraire, à pousser ceux-ci dans le crime par attrait d'une publicité morbide — un amendement, basé sur ces considérations, et demandant la suppression de l'amende honorable fut repoussé.

Et, de plus, ajouta-t-on, l'amende honorable fut virtuellement abolie par l'article 35 du titre premier, de la partie

première du Code pénal du 6 octobre 1791, doit-on pour une loi nouvelle revenir à une disposition passée.

Serait-il normal, d'autre part, qu'au cas où le crime de sacrilège serait commis par un protestant, que celui-ci accompagné d'un ministre de son culte, allât faire amende honorable devant la porte d'une église catholique ! Mais il fut répondu victorieusement à cette argumentation que l'amende honorable n'était pas une profession de foi, mais une reconnaissance du trouble causé à la société.

La commission se déclarant en faveur du texte comportant l'amende honorable, il suffit pour qu'il fut adopté que le garde des sceaux accepta au nom du Roi la rédaction définitive de l'article 6 :

« La profanation des hosties consacrées commise publiquement sera punie de mort, l'exécution sera précédée de l'amende honorable faite par le condamné, devant la principale église du lieu où le crime aura été commis, ou du lieu où aura siégé la cour d'assises ».

Les autres articles furent adoptés sans débat. La délibération par article étant close l'ensemble du projet fut adopté par 127 voix sur 219 votants.

La majorité très relative qui vota le projet prouve que les Pairs, s'ils n'osèrent pas mettre en minorité une loi à laquelle le Roi portait une attention toute particulière, ainsi que le Garde des Sceaux l'avait habilement laissé entendre; avaient compris le danger que présentait à tous les points de vue : catholique, par son insuffisance et ses imperfections ; social, par son caractère réactionnaire et intolérant, cette loi, qui devait se révéler inapplicable. Néanmoins, adoptée à la Chambre haute, elle allait passer devant la Chambre des Députés.

§ 2. — *DISCUSSION DE LA LOI*
DÉVANT LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le projet de loi fut proposé le 17 Mars. Le Garde des Sceaux dans une péroraison brillante exposa, ainsi qu'il l'avait fait à la Chambre des Pairs, les raisons qui avaient engagé le Gouvernement à déposer cette loi. Lecture fut faite aux Députés, des différents articles, et le Garde des Sceaux conclut en résumant les objections qui avaient été opposées en vain à l'adoption du projet, au cours de la discussion devant la Chambre des Pairs.

La Commission à laquelle fut soumise la loi, vota l'adoption et le rapporteur Monsieur Chifflet, député du Doubs, exposa les motifs qui, selon la Commission militaient en faveur de l'adoption. Son rapport d'ailleurs, n'apportait aucun argument différent de ceux qui furent développés à la Chambre Haute.

Le rapporteur réfuta deux objections qui n'allaient pas manquer d'être soulevées. D'abord la loi est incomplète : renfermant les cas punissables dans des conditions très strictes, elle omet nombre de cas qui devraient être réprimés — cet argument n'est pas sans valeur, répondit Monsieur Chifflet, mais cette loi n'est pas plus incomplète que toutes les autres, elle a voulu éviter les abus possibles en ne laissant pas aux juges une large possibilité d'appréciation, — frappant un crime, elle n'a voulu frapper que celui-là ; ce n'est pas un défaut pour une loi d'être précise.

D'autre part, cette loi est, selon certains orateurs, inapplicable, car la multiplicité des conditions qui doivent entourer le crime pour qu'il soit punissable, le rend pratiquement impossible en raison de la difficulté de réunion de toutes ces conditions, or la loi est grave, s'appliquant à un

crime très grand, édictant des peines allant jusqu'à la mort, elle doit éviter toute possibilité d'erreur ou de doute et c'est ce qui a conduit le législateur à imposer les conditions nombreuses dont l'ensemble constitue le crime.

Le rapporteur de la commission conclut en disant que cette loi tant attendue, ainsi que l'avait exposé le Garde des Sceaux, devait être mise en application au plus vite, il adjurait pour cela la Chambre, d'adopter sans amendements, le texte voté à la Chambre des Pairs.

Le Président ouvrit alors la discussion générale. Comme à la Chambre des Pairs, on assista à ce spectacle affligeant des orateurs dont les périodes ronflantes et vides égrenaient sans aucune lassitude, des arguments mille fois répétés.

Un incident comique, dans cette chambre basse, égaya une discussion qui n'appelait cependant aucun élément de ce genre, il se produisit quand un député, inscrit contre la loi conclut son exposé en votant le projet ; ce fut navrant, les altercations de tribune, les rires, les cris, les bruits de pupitres, l'obstruction, tous les arguments préférés du parlementarisme furent employés.

Cependant il est juste de remarquer que la Chambre des Députés, fixa, mieux que la Chambre des Pairs, le véritable sens de la loi, à savoir le caractère de crime social du sacrilège et sa répression en tant que défense de la Société. Tous les exposés en faveur de la loi, s'ils sont des redites, comportent au moins cet argument de valeur.

Mais, parmi les orateurs qui s'inscrivirent, contre le projet de loi, Royer Collard et Benjamin Constant firent des discours empreints d'une clarté et d'une argumentation irréfutable, — Royer Collard, surtout au cours de son exposé sut démontrer l'illégalité et l'illogisme de la loi, et en fait il ne fut pas réellement répondu à ses critiques.

Les orateurs qui parlèrent contre la loi usèrent presque tous d'arguments basés sur l'inutilité et la barbarie de la loi. Messieurs Bourdeau, Devaux et Bertin de Vaux s'attachèrent à persuader leurs collègues de ce qu'une loi à base religieuse, dont la pénalité était la mort précédée de l'amende honorable, était au *xix^e* siècle, un anachronisme. Cette loi, barbare, inhumaine, contraire à la religion de bonté qu'est le catholicisme, est une loi de régression qui ramène aux pratiques de l'inquisition. Loi de provocation réactionnaire, car son inutilité frappe si l'on songe que le crime de sacrilège est heureusement disparu de nos jours, inapplicable au surplus, car aucun jury ne voudra, condamner un homme à mort, en ayant à affirmer que celui-ci a agi par haine et mépris de la religion, — d'ailleurs le législateur a si bien compris le caractère odieux de la loi, que les conditions qui commandent les pénalités, la rendent pratiquement inapplicable.

Et surtout, si l'on supposait qu'un tribunal appliquât un jour, les pénalités prévues par la loi proposée, on arriverait logiquement à punir le simple blasphème.

Le sacrilège blesse l'opinion publique dans ce qu'elle a de plus sacré, mais la profanation d'un livre saint, les injures proférées contre la religion, attestent du même esprit que le sacrilège et sont un sujet de scandale à l'égal du crime envisagé, pourquoi, alors, la loi se borne-t-elle à ne punir que le sacrilège, au lieu de frapper toutes les atteintes à la religion quand elles injurient à l'ordre public établi.

Juridiquement, la loi est également impossible. Si ses titres II et III assurent un traitement égal pour les diverses religions ; au contraire le titre I qui fait entrer dans le cadre légal un mystère reconnu par la seule religion catholique choque par l'inégalité flagrante qu'il consacre ; jamais un

non catholique ne reconnaîtra avoir commis un sacrilège s'il outrage les vases ou les hosties consacrées et de même, jamais un juré non catholique ne pourra condamner un profanateur de la présence réelle.

Loi barbare, de régression, loi inapplicable. inutile, dangereuse, contraire à la charte, tels sont les traits sous lesquels les premiers orateurs hostiles au projet de loi essayèrent de le peindre.

Puis Monsieur Chabeau-Latour, exposa la position des protestants relativement à cette loi. Bien que faite en termes modérés, sa péroraison n'en laissait pas moins voir la profonde émotion qui s'était emparée des personnes pratiquant la religion réformée à l'annonce de ce projet de loi.

Comment cette loi pourrait-elle être acceptée par les protestants alors qu'elle attaque non seulement l'égalité des religions, mais également une croyance. En effet, ce titre I qui prévoit et réprime la profanation des hosties consacrées est en opposition formelle avec la charte et la simple logique : la liberté de conscience et l'égalité des religions permettent en effet que publiquement, en chaire, les pasteurs protestants s'insurgent contre le mystère de la présence réelle, n'y voyant qu'un pain sans levain ; ils commettent donc là, intentionnellement, avec publicité, un blasphème aux yeux des catholiques qui, en toute logique, devrait être puni presque aussi sévèrement que l'attentat sacrilège qui consiste à porter la main sur des hosties consacrées. Ainsi, les discours anti-catholiques sont admis au nom de la liberté des cultes, et le fait de commettre un acte profanateur entraîne la peine de mort. Il y a là une contradiction que la raison a peine à admettre. Le protestant ou le libre penseur qui commet un sacrilège, cause un scandale qui ne troublera qu'une partie de l'opinion publique, et le coupable ne se

reconnaitra pas sacrilège, tandis que le profanateur qui s'attaque à ce que les catholiques ont de plus cher, ne sera vraiment coupable que s'il est lui-même catholique, car, en commettant son acte, il a eu conscience de frapper Dieu, et d'outrager une communauté dans un mystère qu'elle révère.

Le non catholique qui commet un sacrilège doit être puni comme fauteur de scandale, mais non comme sacrilège, et d'ailleurs, à la Cour d'assises, il pourra se trouver au nombre des jurés, un protestant qui verra bien le délit de scandale, de trouble, mais en aucun cas ne pourra y voir le sacrilège. La loi, qui ne pourra empêcher les magistrats populaires de décider selon leur conscience, se trouvera frappée d'impuissance, ou souverainement injuste en ce sens que ses sentences différeront selon la religion professée par les jurés. On aboutit ainsi à des résultats iniques qui commandent le rejet de la loi, — d'autant que malgré les proclamations affirmant que la liberté de conscience est définitivement admise en France, il se commet encore à l'encontre des protestants mille vexations qui sont acceptées avec réticence, et qui provoqueraient une émotion profonde si une loi affirmant la supériorité du catholicisme venait à être votée ; une loi qui ramène à l'état d'esprit des guerres de religion où l'on immolait les réformés pour leur refus d'admettre les mystères catholiques, ne saurait être acceptée par les protestants du royaume de France.

Mais de tous les discours, le plus important de ceux prononcés contre le projet de loi est, sans conteste celui de Royer Collart.

La puissance du raisonnement, l'éloquence persuasive qu'il mit à défendre sa thèse, réduisirent à néant les motifs de la loi ainsi que les arguments développés en faveur de celle-ci ; toutes les conséquences du projet furent passées au

crible d'une logique rigoureuse qui, peu à peu dressa une argumentation irréfutable contre la loi, et il fallut vraiment que les Députés aient été aveuglés d'un effrayant parti pris ou doués d'une servilité extrême pour avoir pu voter une loi dont l'illogisme et l'injustice venaient d'être prouvés.

Quelques jours plus tard, Benjamin Constant devait, lui aussi, porter des coups terribles au projet, mais ces deux hommes de talent se heurtaient à une Chambre dont la majorité réactionnaire s'identifiait à la personne du Président du Conseil, dont la politique voulait des lois semblables à celle du sacrilège.

— « C'est une séance d'après-midi, la Chambre depuis deux jours discute sur le projet, l'atmosphère est lourde, on sent que la loi est grave, car c'est une politique qui est en train de se réaliser, les orateurs, défenseurs ou adversaires du projet, ont rivalisé d'éloquence, mais aucun discours n'a réellement abattu ou fait triompher la loi, c'est alors que Royer Collard s'élève: pâle, malade, c'est avec peine qu'il accède à la tribune, sa voix faible tremble d'émotion, mais peu à peu le ton s'élève et c'est un véritable réquisitoire qu'il va prononcer.

Si la Chambre des Pairs a voté le projet, c'est qu'au cours de la discussion qui eut lieu devant la haute assemblée, l'outrage à Dieu et à la Religion furent astucieusement confondus; glissant subrepticement de la religion concept pur à la religion base de la Société, les nobles Pairs tout en continuant d'impressionner leurs auditeurs par l'énormité du crime de sacrilège en tant que crime catholique, décide, ont insensiblement motivé le châtiment, par ce qu'ils appelaient l'attentat envers la société; les auditeurs se laissèrent prendre à cet artifice oratoire: croyant punir un acte anti-social alors qu'ils n'étaient scandalisés que dans leur cons-

cience de catholiques ; ils punissaient en réalité un péché, car, en effet, où est l'acte anti-social ; est-il prévu des peines terribles pour l'orateur public qui s'attachera à démontrer l'inanité des dogmes, chargera-t-on de chaînes un nouvel hérétique ? non ! on s'est contenté de protéger une manifestation éminemment propre à l'église catholique, celle de la présence réelle. En conséquence, la loi s'appuyant sur ce que les croyants appellent les vérités révélées, est à base religieuse. Ce caractère fait que la loi, assurant la protection d'un dogme par le titre I, affirme par là, la vérité religieuse. Or, la vérité religieuse proclamée par la loi est un retour aux pratiques les plus arriérées, — Claude fut défié par le Sénat Romain et au cours des âges, combien n'a-t-on pas vu de pays où la religion était d'Etat, proclamer de multiples et changeantes vérités religieuses.

La vérité religieuse est donc un fait de conscience, et ne saurait jamais provenir d'une déclaration de la loi ; mais, chose plus grave, si l'Etat proclame une religion légalement vraie, il en résulte que les autres sont légalement fausses, or quelque chose de légalement faux est délictueux ou criminel, par conséquent, les religions autres que la religion catholique sont délictueuses ou criminelles, conclusion qui est en opposition formelle avec la charte.

D'ailleurs « vous avez défini le sacrilège parce que vous avez déclaré qu'il consiste dans la profanation de l'hostie consacrée. Vous n'avez rien fait encore, il faut aller plus loin et définir ce qu'est l'hostie consacrée elle-même. Il faut dire qu'elle est l'homme Dieu et confesser législativement un acte de foi, un acte de foi coercitive et s'imposant même aux dissidents par des sanctions pénales redoutables. Vous comprenez cela, vous comprenez en conséquence que votre loi est inconstitutionnelle, comme violatrice de la liberté de

la conscience, qu'elle ne se borne pas à protéger la religion, comme institution sociale, mais qu'elle la protège et l'impose comme article de foi ».

Et il faut dire que l'histoire prouve que lorsque l'Eglise recherche le glaive des hommes pour sa défense, c'est que sa puissance spirituelle s'affaiblit. Les croyances ne s'établissent ni ne se soutiennent à coups d'échafauds, les catholiques ont-ils empêché la réforme en massacrant les Huguenots ? — non, l'église, pour faire la conquête des âmes ne doit user que de la parole, de la bonté et de l'exemple, alors qu'au contraire, ainsi que dit Fleury « rien n'est plus mauvais pour l'Eglise que les supplices » et si l'on s'en rapporte à l'Evangile même, n'est-il pas dit que « le fils de l'homme n'est pas venu pour perdre les hommes, mais pour les sauver ».

La révolution s'est flétrie par ses crimes impies mais à voter de telles lois d'intolérance et de barbarie, la contre révolution se flétrira de même. On a voulu, a-t-on dit, faire de ce projet de loi, un monument à la gloire de la religion, comme consacrant un retour aux mœurs saines et normales, mais ne doit-on pas plutôt craindre ainsi que le disait Fénelon dans ses récits des mœurs dégradées de la fin du règne de Louis XIV : « que des lois aussi rigides dans leurs concepts religieux, ne soient qu'une façade destinée à masquer la corruption des temps ».

Peu de temps après, Benjamin Constant venait, à son tour, ajouter la force de son talent aux discours déjà prononcés contre le projet de loi.

Protestant, il dit les scrupules qu'il avait à combattre cette loi, mais puisque l'assemblée semblait indécise sur la décision à prendre, il lui semblait de son devoir de faire

connaître son opinion qui pourrait peut-être éclairer certains points particulièrement importants.

Le fait même d'être protestant interdit de voter la loi, la présence réelle ne pouvant être considérée comme telle que par les catholiques. D'ailleurs le sacrilège des hosties consacrées amène un dilemme, ou bien le coupable admet le dogme, et dans ce cas c'est un fou, ou un individu monstrueux qui va jusqu'à frapper son Dieu, il faut l'enfermer comme un animal farouche ; ou bien l'accusé ne croit pas à la présence réelle, et là, il y aura un violent outrage commis envers une religion, mais il n'y aura pas sacrilège.

Le sacrilège ne peut être défini que par la loi religieuse qu'il enfreint, et par conséquent, de ce postulat, on peut arriver à punir tous les péchés qui sont des attentats, de gravité différente, à la loi religieuse. Ce titre I qui proclame légalement un dogme spécial, accordant une place privilégiée à la religion catholique, est en contradiction avec la charte, d'éminents orateurs ont retorqué que sans le titre I, c'eut été au contraire la religion catholique qui eut été lésée par rapport aux autres, ce titre incriminé ne gênant en rien les autres religions, puisque le catholicisme est la seule ayant ce dogme et qu'on devait le protéger; puisqu'il est la base de cette religion. Or, le titre I qui place tous les prévenus en présomption de catholicisme, — pour que le sacrilège puisse être prononcé, puisqu'il a été démontré qu'un non catholique ne pourra jamais être convaincu moralement de sacrilège — établit déjà une injustice; et de plus un dogme très proche de la présence réelle, la consubstantiation des luthériens, n'est en aucun endroit prévu par la loi — il y a donc là, violation évidente de la charte. Et cette loi, dont les dispositifs repressifs sont violents, va être confiée, pour son application, au jury populaire ; de quel pouvoir terrible ne

va-t-on pas armer ces juges d'un jour, en leur confiant la tâche périlleuse de décider s'il y a, ou non, sacrilège ; les cas civils présentent parfois de troublantes difficultés, mais que sera-ce quand on se trouvera devant des crimes se rapportant aux saints mystères de la religion. Seuls les gardiens du dogme pourraient peut-être décider, et en quel cas, ce serait l'introduction complète de la religion dans le système légal — ou bien, il faudra recourir aux présomptions, aux témoignages qui pourront amener, par l'exaltation populaire, à des arrêts aussi sanglants que celui prononcé contre La Barre.

Cette loi qui est aujourd'hui proposée, est si lourde de conséquences qu'il n'est qu'à voir certaines réactions de l'opinion publique pour juger des conséquences terribles que pourrait avoir cette loi. Des articles vraisemblablement inspirés par des exaltés évoquent l'esprit du moyen-âge, et le fait même qu'une assemblée française ne rejette pas avec horreur, une loi qui au *xix^e* siècle propose la mort pour une atteinte à la religion, fait croire qu'un vent d'inquisition a passé sur l'assemblée ; ne va-t-on pas voir bientôt réclamer les supplices de la roue ou du gril exécutés en place de grève, — ne verra-t-on pas, dans le déchaînement des passions contraires que ne manquerait pas de déterminer l'adoption de la loi, des fanatiques commettre sciemment des sacrilèges afin d'en accuser des suspects anti-religieux.

On a osé invoquer l'exemple des anciens en faveur de cette loi, mais peut-on comparer les religions barbares de l'antiquité avec les religions actuelles. Peut-on même, mettre en parallèle, ces dieux mythologiques créés à l'image de l'homme, et ces concepts magnifiques que nous adorons, et d'ailleurs l'exemple des anciens se retourne contre les orateurs, car les lois romaines ont-elles empêché, malgré leur

rigueur et leurs supplices le catholicisme de remplacer la religion d'Etat. Non, Messieurs, cette loi n'est pas le fait d'une opinion libre, elle fut imposée au ministre par un parti qui a de terribles exigences, elle attaque la conscience humaine et la religion dans leur commun amour de justice et de bonté. — barbare, illégale, dangereuse, témoignage du plus mauvais esprit de provocation, se cachant sous le masque hypocrite d'un hommage à la religion, cette loi ne peut être que rejetée.

Sur un plan diamétralement opposé se pose le discours de Monsieur Duplessis de Grénédan, qui attaque le projet de loi, mais parce qu'il le trouve incomplet et, pratiquement inapplicable. Sa péroraison est d'abord un historique de l'évolution religieuse depuis la révolution, il se réjouit du retour à la moralité chrétienne qui permet que cette loi, attendue depuis l'an dernier, où un timide projet avait été retiré par peur du mot sacrilège, soit un juste aboutissement de la salubre emprise catholique sur le monde actuel.

Mais, la loi qui est présentée comporte de graves lacunes, elle débute par une définition du sacrilège aussitôt suivie par la liste constitutive des éléments, laquelle restreint singulièrement la portée du mot. Car, avec les conditions sans lesquelles les juges ne peuvent appliquer les peines prévues à l'encontre du sacrilège, on arrivera à des résultats scandaleux : il n'est que de supposer un criminel emportant un vase ou frappant un prêtre, et dont le défenseur aura l'ingéniosité de prétendre que son client a agi pour voler, ou par haine du ministre et non du culte, le prévenu ne pourra pas être reconnu coupable de sacrilège. D'ailleurs les définitions données comportent même une inexactitude théologique, le terme « hosties consacrées » doit signifier les deux espèces, or, y aura-t-il un jury qui osera proclamer le

sacrilège pour la profanation du vin consacré ? Et surtout la loi est frappée d'impuissance par la condition qui veut que le sacrilège ait été commis par haine ou mépris de la religion. Les jurés ne sauraient voir, par les circonstances extérieures, quels étaient les mobiles véritables du criminel, est-il un homme capable de lire dans l'âme de ses semblables, non ! alors le jury ne pourra jamais répondre affirmativement à cette question — d'ailleurs cette condition repose sur une pétition de principe, est-il normal que ce soit la loi qui prouve au criminel ses intentions mauvaises alors qu'au contraire ce devrait être ce dernier qui, en cas d'innocence morale, devrait rétablir les faits sous leur véritable jour, ce qui permettrait au jury de décider selon son intime conviction — cela est l'institution même du jury — alors que dans le projet de loi, le jury comme les magistrats correctionnels est enfermé dans un réseau de preuves et circonstances légales qui décident ou non de l'existence du crime.

Ces mesures prises par le législateur pour éviter les abus de pénalités, conduisent d'ailleurs à de graves injustices, le voleur sacrilège sera toujours frappé, alors que le sacrilège simple, s'il manque une seule des circonstances requises, bénéficiera de l'acquiescement, il y a là une possibilité de déni de justice qui demande une modification immédiate. Cette possibilité d'injustice vient d'ailleurs de l'ordre qu'a suivi le législateur dans le vote des lois du sacrilège, ordre contraire à toute logique : on a d'abord puni le vol sacrilège, — l'élément sacrilège augmentant notablement les pénalités du vol simple —, et c'est seulement après qu'on s'est aperçu que cet élément d'aggravation correspondait à un crime qui pouvait être commis en dehors de tout vol, et qu'ainsi il convenait de le réprimer ; cette inversion dans le processus légal a conduit à l'illogisme possible signalé pré-

cédemment, alors qu'il eut été raisonnable de procéder à l'exemple des anciens qui dans leurs lois répressives, avaient prévu d'abord le sacrilège simple, puis le vol sacrilège.

Après cet exposé empreint d'une incontestable logique, Duplessis de Grénédan, sans doute emporté par une fièvre de zéléteur, se lança dans une longue péroraison où il déplora que le système légal français fut sans défense contre ces sacrilèges multiples et ces empoisonnements de la conscience populaire que sont les attaques anti-religieuses exposées dans des livres qui devraient être jetés au pilon. Il fit ensuite une apologie des bienfaits de la religion en tant que puissance sociale moralisatrice et se révolta contre le pied d'égalité sur lequel la loi veut mettre les diverses religions autres que le catholicisme, lesquelles, selon l'orateur, devraient être de simples tolérances de police, et la fin du discours fut un appel pour que se développât partout, et intensément, l'influence bienfaisante de la religion.

Contre ces opinions s'élevèrent un certain nombre d'orateurs qui s'attachèrent à la défense du projet de loi, et le firent en plaçant le débat sur le plan de la défense sociale.

Messieurs de Berthier, de l'Espinaye, de la Caze, Figeol (l'orateur, cause de l'incident comique, inscrit contre la loi et concluant pour) exposèrent que la France vieux pays catholique, n'avait subi les troubles révolutionnaires que comme des égarements passagers qui ne changèrent en rien l'intime esprit social de la nation, lequel se révéla dans son intégrité première dès que le Roi légitime remonta sur le trône de ses pères, en ramenant avec lui les sages principes moraux et religieux, assise morale du pays.

Aussi la loi du sacrilège était-elle attendue comme le fleuron de l'édifice législatif qui rétablissait la religion dans ses prérogatives passées. Légaliser le respect dû aux cultes,

et au besoin frapper les profanateurs était un devoir pour le législateur qui devait modeler le système des lois sur l'état d'esprit du public, qui, foncièrement croyant et respectueux, ne pouvait qu'accepter avec enthousiasme une loi consacrant l'assise définitive du catholicisme sur la société française.

Les raisons de la loi étant ainsi posées, les partisans du projet affectèrent de négliger la plupart des arguments opposés : les opinants contraires à la loi, ont employé des arguments d'une humanité touchant à la sensiblerie et semblant ne pas prendre en considération l'énormité du crime envisagé ; quant à leurs objections de caractère juridique elles se résument à invoquer la violation de la charte, or, la simple lecture du projet montre qu'une telle opinion est erronée, l'article 16, en effet, édictant explicitement que toutes les dispositions s'appliquant à la religion catholique s'appliqueront de même aux autres religions. Que le titre I ne les concerne pas, c'est l'évidence et la raison mêmes, puisque seule la religion catholique admet la présence réelle ; les autres religions sont protégées dans leurs cérémonies et leurs objets consacrés, elles ne sauraient donc voir une inégalité dans le fait de protéger un dogme appartenant à une seule religion — religion d'Etat d'ailleurs, laquelle, au contraire eut été lésée si cette protection spéciale n'avait pas été prévue.

Mais il faut surtout placer la loi dans son véritable empire, ainsi que l'ont conçue ses auteurs ; on a reproché à la loi d'être une extension de la loi religieuse et de punir un péché — c'est un aveuglement volontaire, car, la loi n'a qu'un but : défendre la société contre une atteinte qui lui est portée — doit-on laisser des sacrilèges se commettre impunément, des milliers de croyants seront-ils désarmés

contre l'individu scandaleux qui s'acharne sur les autels, cette fameuse égalité des cultes que l'on invoque, ne doit-elle pas commencer par en permettre le tranquille exercice. C'est en tant que fauteur du trouble que le sacrilège doit être frappé, et la pensée du législateur est si formelle sur ce point, c'est que les conditions qui entourent le crime comportent celle de la publicité, ce qui indique clairement que la loi ne punit pas le péché, — lequel peut se commettre sans témoins, — mais seulement le scandale public ; cette loi se présente donc bien comme un moyen de défense de la société contre un crime rare certes, mais toujours possible.

Loi attendue, constitutionnelle, et restant tout à fait dans le cadre juridique extra-religieux, tels furent les arguments proposés à la Chambre des Députés.

Monsieur Duboud exposa avec satisfaction et ingénuité que cette loi remplissait les vœux de sa province.

Le ministre des affaires ecclésiastiques dans un exposé où la forme existait seule, exposa que de tous temps, les peuples ont frappé le sacrilège pour protéger leur religion. et qu'exagérer la lettre de l'Evangile, religion de bonté, revient à faire disparaître toute idée de justice et de châtiement : « la religion demande la bonté, oui, mais le prince de la terre doit tenir le glaive de la justice » — et la fin de son discours fut de nouveau, un essai de démonstration de la constitutionnalité de la loi.

Plusieurs députés, suivant Monsieur Duplessis de Grénédan, tout en soutenant la loi, critiquèrent la question intentionnelle comme pouvant gêner un jury qui aura à juger un état d'esprit — la question de publicité même fut critiquée par un de ces ardents orateurs qui exposa qu'un sacrilège commis de nuit par exemple, serait aussi épouvantable, et frapperait autant les fidèles que le sacrilège public,

quand ils verraient l'autel souillé et les hosties profanées. Enfin, Monsieur Miran de l'Espinaye répondant à un préopinant exposa qu'il était excellent que les définitions de la loi fussent faites dans des termes exacts fixant des cas précis, car, sans cela, on aurait pu voir les saints mystères discutés à la barre du tribunal.

Le garde des sceaux, ainsi qu'il l'avait fait à la Chambre des Pairs fit un long discours où il réfuta, ou du moins tenta de réfuter les arguments proposés contre la loi ; dans le début, il ironisa quelque peu en disant que les arguments qui lui furent exposés ne sont que des redites, et qu'en conséquence, il va s'exposer à des répétitions.

L'argument qui fut le plus employé dans cette chambre est, sans conteste celui de la violation de la Charte, or si l'on supprime le titre I, de quelle façon pourra-t-on punir les profanateurs (cette question fit sensation dans l'assemblée) la Société ne pourra donc que se défendre contre les vols sacrilèges, mais les actions impies qui frappent les saints mystères sans avoir d'autre but que l'outrage, seront en dehors de la justice, le scandale pourra être commis envers la sainte religion, ses adeptes seront désarmés devant le criminel ? est-ce une façon de comprendre l'égalité de la Charte, que de condamner la religion d'Etat à une situation inférieure à celle des autres cultes qui n'ont pas besoin de cette protection spéciale ; le texte I doit être voté pour que justement l'égalité de traitement existe entre les diverses religions. Répondant à Boyer Collard qui avait reproché à la loi de se baser sur la religion, qui n'est pas de ce monde, le garde des sceaux au contraire proclame que la religion est de ce monde, qu'elle est la base de la morale publique, l'assise des sociétés, de l'ordre établi, qu'il n'y a que le principe Dieu qui soit en dehors, et qu'en raison de cette fonc-

tion publique de la religion, il importe que celle-ci soit protégée dans ses manifestations extérieures où l'ordre public ne doit pas être troublé. Ce n'est donc pas la religion qui est défendue dans ses saints mystères — elle n'a pas besoin de l'appui des hommes — mais c'est la société, l'ordre public, qui ont besoin de quiétude pour célébrer Dieu.

D'éminents orateurs ont protesté contre les trois éléments constitutifs du crime, haine, mépris, publicité, qui doivent coexister, faute de quoi le crime ne saurait être consommé. S'il n'y a pas haine ou mépris de la religion, il ne saurait y avoir sacrilège, crime qui ne peut être affirmé que s'il comporte l'élément intentionnel ; en l'absence de celui-ci, il pourrait y avoir profanation involontaire, accidentelle, mais le sacrilège ne saurait être proclamé. La condition de publicité est également un des caractères essentiels de la loi, le sacrilège secret ne scandalisant personne, ne saurait être réprimé par une loi, alors que le sacrilège public amenant une perturbation dans l'ordre établi, doit être frappé.

Un orateur a proposé de punir de mort le vol accompagné de la profanation des hosties consacrées, mais quelle peine restera-t-il pour le sacrilège simple, beaucoup plus grave que le vol, puisque le mobile du crime est seulement l'outrage à la religion. Les peines devant être proportionnées aux crimes, seul le sacrilège simple doit être frappé du châtiment suprême, les dispositions de la loi sont fermes mais justes, elles doivent être conservées.

Des opinants ont prétendu que cette loi ne devait frapper que les catholiques, les sectateurs des autres religions ne pouvant jamais être convaincus de sacrilège puisqu'ils ne reconnaissent pas le dogme de la présence réelle, mais un tel postulat conduirait infailliblement à des guerres religieuses ; les fidèles des divers cultes, sûrs de l'impunité pro-

posée par les orateurs iraient profaner les objets des autres églises, ou troubler les cérémonies sous prétexte de ne pas en reconnaître le caractère sacré ; ce ne sont pas des cultes et leurs manifestations que la loi protège, c'est la société, qui a besoin de la paix pour la célébration des sacrifices religieux. La France, d'ailleurs pays catholique par excellence se doit de protéger ses sujets dans le libre exercice de leur culte, et particulièrement dans celui de la religion d'Etat. Cette loi est barbare a-t-on dit, mais n'est-ce pas là un argument facile et qui ne tient pas si l'on compare ce crime à celui de lèse majesté qui est puni de la mort ; la logique commande que le sacrilège qui frappe la société dans la personne de son Dieu, soit au moins aussi sévèrement réprimé que le crime de lèse majesté qui frappe l'ordre politique, dans la personne de son chef, le Roi. D'ailleurs les dispositifs de la loi qui précisent exactement les cas et conditions du sacrilège, ne peuvent donner lieu à des interprétations amenant des exagérations et des injustices, ils n'appliquent que des peines justement méritées — (un vif mouvement d'assentiment accueillit le discours du Comte de Peyronnet).

La clôture de la discussion est votée, et la discussion par article s'ouvre peu après. Celle-ci est précédée d'un exposé de Monsieur Chifflet rapporteur de la Commission, qui se borne à faire un bref exposé des arguments opposés à la loi et de leur réfutation, concluant à l'adoption du projet de loi.

Ses propositions fixent le terrain sur lequel s'éleva le débat à la Chambre des Députés. La loi ne punit pas le péché, elle punit l'outrage à la société. Le crime est rare, mais il existe cependant et il ne doit pas être ignoré du législateur. Le jury étant une institution qu'il faut supporter, il faut faire confiance à l'honnêteté des jurés. Des sacri-

lèges commis en pensée ou en écrits ne seront évidemment pas punis, car les prévoir eut ouvert des possibilités d'inquisition, mais au moins le plus grave d'entre eux sera réprimé. Que la condition de publicité est obligatoire, car son absence supprime le crime, l'acte n'est plus un péché. La Charte n'est pas violée, la loi ne faisant que de demander à tous le respect d'un dogme de la religion d'Etat.

Cet exposé achevé, Monsieur Chifflet au nom de la Commission proposa le projet dans son intégrité et sans amendement.

La discussion par article s'ouvrit par un discours de Monsieur Ribaud qui, trouvant la loi incomplète, demanda que fut étendue la définition du sacrilège de l'article premier ; l'amendement fut repoussé en raison des explications données antérieurement par le Garde des Sceaux.

Monsieur Callemard lit ensuite un discours de Monsieur Colomb, où celui-ci se bornait à justifier la loi.

Monsieur Turkeim, protestant, demanda la suppression de l'article I comme non conforme à la liberté de conscience et il illustra sa thèse en exposant que dans l'Est, il arrive souvent qu'un même édifice contienne un autel catholique et un autel protestant, si donc un sacrilège réciproque venait à être commis, il n'y aurait que le protestant de condamné, ce qui serait inique.

Néanmoins, l'article premier, mis aux voix est adopté.

Relativement à l'article 2, le gouvernement précisa que par « voie de fait » il fallait entendre un acte direct et matériel et non pas simplement des imprécations ou injures qui constituent bien un crime envers Dieu, mais qui ne sauraient être visées par cette loi de défense sociale.

Reprenant le thème de son discours, Monsieur Duplessis de Grenedan demanda la suppression des mots : « et par

haine ou mépris de la religion » car dit-il, il n'y a pas que ces sentiments, il y a aussi « une froide et insensible incrédulité, l'orgueil porté jusqu'à braver Dieu même, le désespoir, une curiosité diabolique et cette fureur inquiète de l'homme cherchant à étouffer ses remords sous l'énormité de ses crimes ».

Le Garde des Sceaux répliqua que les sentiments de haine et de mépris sont les éléments constitutifs du crime qui sans eux, ne pourrait plus être distingué du vol sacrilège; ces conditions empêcheront d'ailleurs, éventuellement, les juges d'être entraînés par un zèle peu éclairé. L'amendement de Monsieur de Grenedan fut repoussé.

Un amendement de Monsieur Petout semblable à celui du Comte de Tournai, et demandant que fussent rajoutés à l'article 3 les mots « d'une manière ostensible, avec l'appareil de la religion » fut repoussé.

Il résulte de la discussion de la loi et de sa préparation, que les présomptions légales de la consécration ont été établies pour éviter le scandale de la preuve, par les moyens ordinaires, de la consécration et, bien que cette présomption semble juris et de jure, ce serait violer les droits sacrés de la défense que d'empêcher de se référer au prêtre pour que celui-ci témoigne si les hosties étaient ou non consacrées.

D'après un rapport de Monsieur Chifflet, il semblerait que relativement à l'article 4, posant la condition de publicité, la chambre d'un malade recevant le viatique puisse être considérée comme lieu public — vu la facilité qu'on a d'y pénétrer — cette conclusion paraît néanmoins être une interprétation bien subtile pour une loi criminelle.

Monsieur de Gérés, estimant que pour un crime où les religions s'opposent et où il est à craindre des réactions de

l'opinion publique, il serait bon de commuer la peine de mort en celle des travaux forcés à perpétuité ; son amendement fut repoussé.

Monsieur de Coussergue se contenta d'une diatribe contre les protestants, estimant que ceux-ci avaient commis autant de persécutions que les catholiques, et que le titre I ne fait que défendre une particularité de la religion d'Etat.

Un amendement de Monsieur Fouquerand, tendant à supprimer l'amende honorable comme impossible si le criminel est opposé à la religion, fut repoussé.

Bien que le vol sacrilège soit moins puni que le sacrilège simple et ce, parce que le but dominant du délit n'est pas l'outrage à la religion, il n'apparaît pas moins, selon M. Chifflet, que les vols rentreront dans les dispositions du titre I, s'ils comportent l'intention dominante de haine ou de mépris.

La disposition du premier alinéa de l'article 7, réputant les églises lieux habités, fut adopté pour supprimer l'opposition qui existait entre la Cour de Cassation et les Cours royales relativement à cette application de l'article 390 du Code pénal.

Un amendement de Monsieur de Figarol demandant la peine de mort pour la profanation postérieure à un vol, ne fut même pas mise aux voix. Enfin il est à remarquer que dans les travaux préparatoires de la loi il n'était pas fait de différence entre le vol des vases sacrés et des autres objets, cette distinction fut faite par l'article 10 — d'ailleurs cet article ne permet pas d'appliquer la loi au vol d'objets non destinés à la célébration des cérémonies — les autres articles furent adoptés sans discussion.

L'ensemble du projet, mis aux voix, fut adopté par 210 pour et 95 contre.

La majorité qui vota la loi beaucoup plus considérable à la Chambre des Députés qu'à la Chambre des Pairs, vient de ce fait, que malgré l'opposition de Royer Collard et Benjamin Constant, le gouvernement et les partisans du projet placèrent la discussion sur un plan où les vues philosophiques des Pairs n'auraient pas eu cours. Présentée uniquement comme une loi de défense d'une société chrétienne, la Chambre en majorité catholique vota le projet du fait que celui-ci protégeait le libre exercice des cultes et rendait cependant, par la protection spéciale qu'il lui accordait, un juste hommage à la religion d'Etat.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS DE LA LOI

Votée par les deux Chambres, la loi du sacrilège fut promulguée par le Roi dans la forme suivante :

TITRE I^{er}. — *Du sacrilège*

Art. 1. — La profanation des vases sacrés et des hosties consacrées constitue le crime de sacrilège.

Art. 2. — Est déclarée profanation toute voie de fait commise volontairement et par haine ou mépris de la religion, sur les vases sacrés ou sur les hosties consacrées.

Art. 3. — Il y a preuve légale de la consécration des hosties, lorsqu'elles sont placées dans le tabernacle ou exposées dans l'ostensoir et lorsque le prêtre donne la communion ou porte le viatique aux malades.

Il y a peine légale de la consécration du ciboire ou de l'ostensoir, de la patène ou du calice employés aux cérémonies de la religion au moment du crime.

Il y a également preuve légale de la consécration du ciboire et de l'ostensoir enfermés dans le tabernacle de l'église ou dans celui de la sacristie.

Art. 4. — La profanation des vases sacrés sera punie de mort si elle est accompagnée des deux circonstances suivantes :

1° Si les vases sacrés renfermaient au moment du crime des hosties consacrées.

2° Si la profanation a été commise publiquement. La profanation est commise publiquement lorsqu'elle est commise dans un lieu public et en présence de plusieurs personnes.

Art. 5. — La profanation des vases sacrés sera punie des travaux forcés à perpétuité si elle est accompagnée de l'une des deux circonstances énoncées dans l'article précédent.

Art. 6. — La profanation des hosties consacrées commise publiquement sera punie de mort, l'exécution sera précédée de l'amende honorable faite par le condamné devant la principale église du lieu où le crime aura été commis, ou du lieu où aura siégé la Cour d'Assises.

TITRE II. — *Du vol sacrilège*

Art. 7. — Seront compris au nombre des édifices énoncés dans l'article 381 du Code pénal les édifices consacrés à l'exercice de la religion catholique, apostolique et romaine.

En conséquence, sera puni de mort quiconque aura été déclaré coupable d'un vol commis dans un de ces édifices, lorsque le vol aura d'ailleurs été commis avec la réunion des autres circonstances déterminées par l'article 381 du Code pénal.

Art. 8. — Sera puni des travaux forcés à perpétuité quiconque aura été déclaré coupable d'avoir, dans un édifice consacré à l'exercice de la religion de l'État, volé avec ou même sans effraction du tabernacle, des vases sacrés qui y étaient renfermés.

Art. 9. — Seront punis de la même peine ;

1° Le vol des vases sacrés commis dans un édifice consacré à l'exercice de la religion de l'Etat sans la circonstance déterminée par l'article précédent, mais avec deux des cinq circonstances prévues par l'article 381 du Code pénal.

2° Tout autre vol commis dans les mêmes lieux, à l'aide de violence et avec deux des quatre premières circonstances énoncées au susdit article.

Art. 10. — Sera puni de la peine des travaux forcés à temps, tout individu coupable de vol de vases sacrés, si le vol a été commis dans un édifice consacré à la religion de l'Etat quoi qu'il n'ait été accompagné d'aucune des circonstances comprises dans l'article 381 du Code pénal.

Dans le même cas sera puni de la réclusion tout individu coupable d'un vol d'autres objets destinés à la célébration des cérémonies de la même religion.

Art. 11. — Sera puni de la réclusion, tout individu coupable de vol, si ce vol a été commis la nuit ou par deux ou plusieurs personnes, dans un édifice consacré à la religion de l'Etat.

TITRE III. — *Des délits commis dans les églises ou sur les objets consacrés à la religion*

Art. 12. — Sera punie d'un emprisonnement de trois à cinq ans et d'une amende de 500 à 10.000 francs, toute personne qui sera reconnue coupable d'outrage à la pudeur, lorsque ce délit aura été commis dans un édifice consacré à la religion de l'Etat.

Art. 13. — Seront punis d'une amende de 16 à 300 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois, ceux qui par des troubles ou désordres commis, même à l'exté-

rieur d'un édifice consacré à l'exercice de la religion de l'Etat, auront retardé, interrompu ou empêché les cérémonies de la religion.

Art. 14. — Dans les cas prévus par l'article 257 du Code pénal, si les monuments, statues ou autres objets détruits, abattus, mutilés ou dégradés, étaient consacrés à la religion de l'Etat, le coupable sera puni d'une amende de 200 à 2.000 francs.

La peine sera d'un an à cinq ans d'emprisonnement et de 1.000 à 5.000 francs d'amende, si ce délit a été commis dans l'intérieur d'un édifice consacré à la religion de l'Etat.

Art. 15. — L'article 463 du Code pénal n'est pas applicable au délit prévu par les articles 12, 13 et 14 de la présente loi.

Il ne sera pas applicable non plus au délit prévu par l'article 401 du même code lorsque ces délits auront été commis dans l'intérieur d'un édifice consacré à la religion de l'Etat.

TITRE IV

Art. 16. — Les dispositions des articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 de la présente loi sont applicables aux crimes et délits commis dans les édifices consacrés aux cultes légalement établis en France.

Art. 17. — Les dispositions auxquelles il n'est pas dérogé par la présente loi continueront d'être exécutées.

— Donné à Paris en notre Château des Tuileries, le vingtième jour du mois d'Avril de l'an de grâce 1825 et de notre règne le premier.

Les articles 7 et 10 de cette loi se réfèrent à l'article 381 du Code pénal lequel applique les travaux forcés à perpé-

tuité aux individus coupables de vol commis avec les circonstances de nuit, pluralité de malfaiteurs, port d'armes, escalades, effraction ou faux état civil, violences ou menaces.

L'article 15 supprime le bénéfice des circonstances atténuantes pour tout larcin commis dans les édifices religieux.

Les seules dispositions concernant la protection des cultes et des cérémonies religieuses avant le vote de la présente loi étaient les articles 260 à 264 du Code pénal. La nouvelle loi se contente de reprendre dans son article 13 les dispositions de l'article 261 du code pénal, en conséquence restent en vigueur les articles 260 réprimant l'entrave volontaire à la fréquentation des temples, 262 relatif aux outrages par paroles ou gestes envers les ministres du culte ou les objets servant à son exercice — 263 sur les sévices infligés aux ministres d'un culte — et 264 permettant, selon les circonstances de frapper ces délits de peines plus fortes que celles prévues dans les articles précédents.

Enfin les lois suivantes peuvent être considérées comme complétant la législation sur cette matière :

1814 (Loi relative à la célébration des fêtes et dimanches, et interdisant le travail, la vente, le colportage et l'ouverture des débits de boissons pendant les offices).

17 mai 1819 (Loi sur la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse, ou par tout autre moyen de publicité, dont le chapitre II frappe les outrages à la morale publique et religieuse d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 16 à 500 francs).

25 mars 1822 (Loi relative à la répression et à la poursuite des délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de communication) et dont l'article 1 édicte :

Quiconque, par l'un des moyens énoncés en l'article 1 de la loi du 17 mai 1819 aura outragé ou tourné en dérision la religion de l'Etat sera puni d'un emprisonnement de trois mois à 5 ans et d'une amende de 300 à 6.000 francs. Les mêmes peines seront prononcées contre quiconque aura outragé ou tourné en dérision toute autre religion dont l'établissement est légalement reconnu en France.

Cet article ne s'appliquant d'ailleurs pas au philosophe piétiste, sans morale, qui nie les dogmes, — tandis qu'une parution de l'Evangile ne comprenant pas les miracles qui prouvent la divinité de Jésus-Christ, tombe sous le coup de la loi — selon les conclusions de Monsieur de Serre.

Telles étaient donc les dispositions générales qui protégeaient les cultes, leurs ministres, et leurs cérémonies — dispositions justes et sages du Code pénal — loi nouvelle aux dispositions vexatoires dont l'impopularité et la rigueur des peines prévues allaient faire éclater le caractère inapplicable dans les quelques années où cette loi fut en vigueur.

CHAPITRE IV

DIFFICULTÉS D'APPLICATIONS DE LA LOI

§ 1. — LA LOI NOUVELLE DEVANT L'OPINION PUBLIQUE

L'émotion fut grande à l'annonce du vote de la loi ; et les différents milieux correspondant à des partis opposés, réagirent en conséquence.

Les ultra-royalistes et les pro-catholiques applaudirent bruyamment à ce qu'ils considéraient comme un événement des plus marquants de la politique de réaction entreprise par le Ministère de Villèle, mais, leurs louanges ne firent que s'intégrer dans les campagnes qu'ils menaient à cette époque en faveur de leurs méthodes, et si les publications de cette époque saluent en la loi nouvelle un édifice juridique qui vient à propos affirmer la prééminence de la religion d'Etat, et selon ces gens, le retour de l'opinion publique à la norme sociale et religieuse, il n'est aucun homme de talent qui ait consacré un travail à la présentation de la loi, à l'étude de ses dispositions et à l'exposé tendancieux mais documenté de ses conséquences juridiques et sociales. Ce fut uniquement un enthousiasme partisan, on célébra la loi comme une nouvelle victoire de la réaction, mais de là à l'étudier et à la comprendre, il y avait un pas que ces politiciens à œillères ne franchirent pas.

Les adversaires du ministère s'indignèrent du vote de la loi, et forcés, eux, par leur caractère d'opposants de connaître la loi pour la critiquer et ainsi attaquer le gouvernement, ils exposèrent, dans de nombreux journaux et brochures les arguments pouvant être objectés à cette loi et dont les principaux furent fournis par la lecture du *Moniteur* ; les mouvements républicains, libéraux, firent ainsi paraître de violentes publications contre la loi, mais dont le contenu n'apporta absolument aucun argument nouveau susceptible d'enflammer l'opinion publique.

Mais ce qui est plus symptomatique de l'opposition qui souleva la loi, fut l'opinion des milieux gouvernementaux et royalistes modérés ; ceux-là malgré leur fidélité au principe royal et leurs convictions religieuses durent convenir que la loi procédait d'un déplorable esprit de provocation et que les meilleurs arguments donnés par le Garde des Sceaux ne suffiraient pas à calmer les craintes légitimes des protestants qui voyaient dans le vote de cette loi, un retour à l'esprit qui présidait à la révocation de l'Edit de Nantes. Royer Collard, catholique fervent, avait été le porte parole de cette opinion à la Chambre des Députés, l'Abbé de La Mennais devait, dans un opuscule intitulé « Du projet de loi sur le sacrilège présenté à la Chambre des Pairs » porter le débat devant l'opinion publique. Cet ouvrage œuvre d'un prêtre, alors que la loi s'honorait d'être un hommage à la religion catholique, fut le plus violent réquisitoire qui fut dressé contre la nouvelle législation. Selon un raisonnement impitoyable, La Mennais fit le procès juridique de la loi, démontrant son caractère illusoire quant aux applications — ce qui revenait à lui laisser une unique base de provocation — et surtout il en fit le procès religieux, la déclarant athée. Critiques sévères, justes, quoique à certains moments, le

ton est trop délibérément méprisant pour les autres dogmes; le bien fondé de ces critiques allait être démontré par l'absence d'application qu'eut cette loi, si ce n'est une fois dans ses dispositions secondaires.

Le début de l'ouvrage de La Mennais est un exposé du projet présenté l'année précédente. Au milieu d'une société dont la moralité religieuse est plus apparente que réelle, où les chefs de l'église font, hélas, preuve de peu de foi, le gouvernement présente un projet incohérent sur le vol sacrilège qui n'est autre qu'une application nouvelle de la loi protégeant les lieux servant d'asile aux animaux domestiques, où les dogmes et les vases sont égalisés d'une façon telle que le gouvernement, devant les jugements portés contre la loi accusée d'être anti-chrétienne et anti-sociale, doit retirer son projet. Seul le Baron Pasquier avait eu le courage de demander la répression du sacrilège simple.

Cette année le gouvernement présente un projet connaissant du sacrilège simple, or, l'an passé, le Garde des Sceaux, avait déclaré que le sacrilège était devenu un crime inconnu et qu'il n'y avait pas lieu de le prévoir, il y a donc contradiction dans la position du Gouvernement. Le Ministre, d'ailleurs, dans son préambule, a fait tous ses efforts pour concilier les intérêts de l'humanité de la religion et de la justice — intérêts qui devraient être semblables — et est arrivé à définir le sacrilège comme offensant la religion et non Dieu, Dieu ne pouvant être atteint par les actions des hommes. Or, nier l'offense à Dieu, c'est nier le péché, et ainsi le sacrilège, péché capital, tombe; le gouvernement dans un trop habile essai de conciliation est donc arrivé à faire profession de foi d'un déisme, d'une croyance en un Dieu incapable de récompenser ou de punir. La loi, s'écartant

ainsi, dès ses définitions de la religion qu'elle affecte de protéger, est en plus illusoire et athée.

Illusoire, car la question intentionnelle chère à la République, sera posée au jury. Pénétrer dans la conscience des accusés est une tâche réservée à Dieu seul, les jurés ne sauraient répondre à la question de savoir si le criminel a agi par haine ou mépris de la religion — cette condition d'ailleurs présentée comme essentielle, semble dire qu'il y a sacrilège quand il y a volonté d'injure, or, précédemment, Dieu avait été présenté comme ne pouvant être blessé, il en résulte une nouvelle contradiction.

Et surtout laisser les hommes décider du secret des âmes « violer le sanctuaire de la science incommunicable, infinie du souverain être » est une autre espèce de sacrilège, cette loi est impie.

Mais surtout il importe de définir la position que l'Etat va prendre vis-à-vis des religions en raison de loi nouvelle.

L'Etat professant l'ignorance des religions, n'en reconnaissant aucune est politiquement athée, or, avec cette loi, qui protège tous les cultes et reconnaît sacrés les objets de toutes les religions, l'Etat admet que tous les cultes sont légalement vrais. Or, comment peuvent-ils avoir cette qualité si ce n'est qu'en étant tous également faux, la loi considérant donc indifféremment les religions est athée, et le gouvernement l'a si bien compris que tous les termes du projet sont vagues et s'appliquent à tous les cultes. C'est ainsi que le mot dérisoire de cérémonie ose être appliqué au saint sacrifice de la messe et que les vérités et dogmes révélés sont qualifiés de simples croyances.

Et le titre I qui prétend être un hommage à la religion catholique, s'appliquant au plus saint des mystères, n'est pas dû à la sainteté de la religion, mais à son caractère de

religion d'Etat ; d'ailleurs Monsieur de Peyronnet se serait empressé d'accorder les mêmes protections aux autres religions si celles-ci admettaient la présence réelle. « La protection n'a d'autres limites que celles de ces cultes mêmes et de leurs doctrines » a dit le Garde des Sceaux ; ainsi en protégerait également la croyance du chrétien en Jésus-Christ et celle du Juif qui le blasphème, la croyance du catholique en la sainte hostie, et celle du protestant qui n'y voit que du pain.

« Voilà ce que le ministre affligé des sacrilèges qui épouvantent la France a fait : une déclaration d'indifférence pour toutes les religions légalement établies, une profession solennelle d'athéisme, espérons que cette loi funeste sera repoussée avec toute l'horreur qu'elle doit inspirer à quiconque croit en Dieu. Grâce au Ciel, on s'est trop pressé, la France, quoi qu'on ait fait pour hâter ses progrès, n'est pas encore mûre pour ces doctrines et de telles lois ne sont proclamées d'ordinaire que la veille de la mort des peuples ».

Ainsi s'exprimait un ministre de ce culte catholique dont la loi prétendait affirmer la suprématie. Paroles de condamnation définitive qui jetait bas le masque d'une hypocrite apparence d'hommage et de protection envers la religion.

§ 2. — APPLICATION JUDICIAIRE DE LA LOI

Les rigueurs excessives des peines, les conditions expresses dans lesquelles étaient enfermé le crime, la question intentionnelle n'auraient pas permis à la loi de jouer quant à son titre I.

Le cas de sacrilège simple ne fut d'ailleurs jamais soumis à la Cour d'Assises au cours des cinq années durant laquelle la loi fut en vigueur.

Seules les pénalités du titre II, furent appliquées une fois au fait de la dégradation d'un trône fixé au socle d'une croix de pierre sur un chemin public.

Telle fut l'unique application d'une loi qui devait s'affirmer selon ses auteurs, comme la règle nouvelle des rapports de l'État et des religions.

CHAPITRE V

ABROGATION DE LA LOI

Chassé par la révolution après les provocations qu'étaient les lois sur la presse, le roi Charles X dut s'exiler, abandonnant la couronne à celui qui devait régner sous le nom de Louis Philippe I^{er}. Devant le pouvoir à un soulèvement de la rue, ce prince dut faire des concessions d'allures libérales.

La Charte du 11 août 1830 révèle ces préoccupations et l'article 7 supprime à la religion catholique, son caractère de religion d'Etat.

« Les ministres de la religion catholique, apostolique et romaine, professée par la majorité des français et ceux des autres cultes chrétiens, reçoivent des traitements du trésor public » (ces mots remplaçant ceux de trésor royal qui étaient dans la charte de 1814).

Les mots mêmes indiquant la prédominance en France du catholicisme furent critiqués, mais des orateurs obtinrent qu'ils fussent conservés, car il ne fallait pas laisser croire que la suppression de l'article 6 de la charte de 1814 qui établissait la religion d'Etat, provint d'une malveillance anti-religieuse.

La religion d'Etat supprimée, il restait à abroger la loi du sacrilège, ce fut l'objet de la loi du 11 octobre 1830.

§ 1. — DISCUSSION DE LA LOI
DEVANT LA CHAMBRE DES PAIRS

Présentée le 31 août, elle fut développée le 3 septembre. Le rapport de la commission concluant à l'adoption fut présentée par Monsieur de Saint Aulaire le 7 septembre et la discussion et l'adoption eurent lieu le 9.

Elle avait un article unique : « la loi du 20 avril 1825 pour la répression des crimes et des délits commis dans les édifices et sur les objets consacrés à la religion catholique et aux autres cultes légalement établis en France, est, et demeure abrogée ».

Bien que l'opinion de la Chambre des Pairs fut presque unanime en faveur de l'adoption de la loi, le vicomte Dubouchage et le Comte de Pontécoulant proposèrent de garder dans la loi de 1825 l'article 7, qui, précisant l'article 318 du Code Pénal, réputait les églises lieux habités et avait supprimé une incertitude jurisprudentielle sur ce point. Si la loi était purement et simplement abrogée la division se représenterait. Le Comte d'Argout poussant plus loin le même raisonnement exposa que puisque la loi de 1825 avait rangé les églises parmi les lieux habités, son abrogation allait désormais entraîner une interprétation contraire.

Mais le Duc de Broglie lui objecta que pour que ce raisonnement puisse être valable, il eut fallu que la loi de 1825 ait été purement interprétative du vol d'église et de l'article 381, ce qui n'était pas le cas.

Mis au voix le projet fut adopté sans modification par 83 voix contre 2.

§ 2. — *DISCUSSION DE LA LOI*
DEVANT LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Elle fut présentée le 11 septembre, le rapport du Président de la Commission M. Devaux, fut lu le 27 et le 6 octobre, le projet était discuté et adopté.

Monsieur Devaux au nom de la commission présenta un vœu par lequel il demandait le vote d'une loi punissant plus sérieusement le vol d'église que le vol ordinaire, mais Monsieur Gaëtan de la Rochefoucault lui objecta victorieusement « que cette proposition est contraire à l'esprit actuel qui veut séparer la religion de la loi, celle-ci ne devant pas avoir à appliquer des peines plus graves selon l'opinion religieuse de ceux qui les répriment ».

Le projet fut adopté par une majorité de 198 voix contre 9.

Ainsi, par une écrasante majorité était abrogée une véritable loi d'exception qui n'avait été qu'un des aboutissements des exaltations de la politique ultra réactionnaire du Gouvernement de Charles X. La protection des cultes revenait au Code pénal.

CHAPITRE VI

ETAT ACTUEL DE LA QUESTION

La loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat du 9 décembre 1905 abroge par son article 44 les articles 260 à 264 du Code pénal.

Mais le libre exercice des cultes et la protection des cérémonies sont assurés par les articles 31, 32 et 33 de cette même loi.

Art. 31. — Sont punis d'une amende de 16 à 200 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 2 mois ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui, par voies de fait, violences ou menaces contre un individu, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, l'auront déterminé à exercer ou à s'abstenir d'exercer un culte, à faire partie ou à cesser de faire partie d'une association cultuelle, à contribuer ou à s'abstenir de contribuer aux frais d'un culte.

Art. 32. — Seront punis des mêmes peines, ceux qui auront empêché, retardé ou interrompu les exercices d'un culte par des troubles ou désordres causés dans le local servant à ces exercices.

Art. 33. — Les dispositions des deux articles précédents ne s'appliquent qu'aux troubles, outrages ou voies de fait, dont la nature ou les circonstances ne donneraient pas lieu à de plus fortes peines d'après les dispositions du Code pénal.

En dehors des sanctions pénales prévues à l'article 31, les atteintes à la liberté de conscience pourraient comporter, le cas échéant, des sanctions civiles, telles que la nullité des conventions passées, lesquelles se trouveraient viciées par la contrainte morale.

L'article 32 réprime les troubles apportés aux exercices du culte, « mais il faut entendre par ces mots non seulement les cérémonies collectives qui nécessitent le concours d'un officiant, mais également tout acte religieux accompli par le Clergé dans l'intérêt des fidèles, tels que l'administration des sacrements, et notamment la confession, la prédication, les réunions de catéchisme » (C. f. Dalloz périodique).

C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Cassation du 9 octobre 1824 a, dans ses attendus, estimé que le fait de troubler le sacrement de la confession, alors même qu'à ce moment aucun office n'était célébré à l'église, avait apporté une perturbation à l'exercice du culte, et, en conséquence, qu'il tombait sous les coups de la loi.

« Mais, pour que la peine soit encourue il n'est pas nécessaire que l'exercice du culte ait été empêché, retardé ou interrompu d'une façon absolue ; il suffit que le trouble ait été de nature à gêner l'exercice régulier du culte. Le trouble existerait donc et la peine serait encourue alors même que le curé n'aurait pas suspendu l'office, mais se serait borné à faire adresser au perturbateur, l'invitation de cesser ses agissements ». (C. f. Dalloz périodique).

Un arrêt de la Cour de Cassation du 19 novembre 1868 reconnut coupable un sieur Franck-Michet qui, par des inflexions de voix grotesques, avait scandalisé les fidèles assistant aux vêpres. L'officiant s'était contenté de lui notifier ordre de cesser ses chants, ou de quitter l'église.

Les articles 31 et 32 reprenaient donc l'essentiel des articles 260 et 261 du Code pénal. L'article 262 qui prévoyait spécialement l'outrage aux objets du culte ou les injures adressées aux ministres, sera désormais remplacé par l'article 32 ; dont une interprétation assez large peut suffire pour qu'il connaisse de tous les troubles apportés à l'exercice des cultes. Seul l'article 264 qui frappait de la dégradation civique l'agresseur d'un prêtre est définitivement abrogé. Les ministres des cultes bénéficient de la protection accordée seulement aux autres personnes.

Vol dans les édifices du culte

« Les dispositions des articles 385 et 386 du Code pénal qui assimilent le vol dans les édifices consacrés aux cultes légalement établis, au vol commis dans une maison habitée ne peuvent plus recevoir application depuis la loi du 9 décembre 1905 ».

Ainsi s'exprime la Cour de Limoges dans un arrêt du 15 février 1906, corroboré par des arrêts de la Cour de Besançon du 17 février 1907 et de Lyon du 28 mars 1907.

L'arrêt de la Cour de Limoges continuait ainsi : « en dehors des dispositions ainsi abrogées, les églises qui ne servent à personne de demeure permanente ne sauraient être considérées comme des lieux habités ou servant à l'habitation.

En conséquence, lorsqu'un vol a été commis dans une église, il n'y a pas lieu de relever comme aggravante la circonstance du lieu où il a été commis ».

Cette opinion se base sur des attendus se référant à l'abrogation de la loi de 1825, laquelle avait spécifié que les églises seraient réputées lieux habités, cette loi abrogée, il

en résulte que ses articles interprétatifs tombent et que désormais les édifices des cultes ne sauraient plus être considérés comme des lieux habités.

Mais ne vaudrait-il pas mieux revenir à la jurisprudence dégagée par un arrêt de la Cour de Cassation de 1821 qui réputait « habités » les lieux d'habitation temporaire, servant à certains besoins de la vie, certaines affaires ou certains devoirs.

Deux jugements ont condamné des vols avec la circonstance de l'habitation, alors qu'ils avaient été commis dans un bureau et dans une gare de tramway ; ces deux endroits sont spécifiquement des lieux habités temporairement, et servant à certains besoins de la vie.

Il semble résulter de ces diverses conclusions qu'il serait bon de considérer les églises comme des lieux habités, puisque ces édifices servent à certains devoirs de la vie et sont ainsi habités temporairement.

Cette opinion qui s'écarte de l'arrêt formulé par la Cour de Limoges est l'application logique de la jurisprudence la plus récente.

Actuellement donc, le vol commis dans les édifices du culte, le vol sacrilège, ainsi que le qualifiait la loi de 1825, n'est plus puni que par les dispositions ordinaires du Code pénal modifiées par la loi de 1905, et il existe même une possibilité de conflit jurisprudentiel pour savoir si l'aggravation de la peine prévue pour les vols commis dans des lieux habités, doit être appliquée aux vols commis dans les édifices du culte.

CONCLUSION

Dans les sociétés modernes de l'Occident, l'idée de répression du sacrilège heurte comme un anachronisme odieux.

La liberté de conscience et même l'indifférence relative professée à l'égard des croyances des individus a si intimement pénétré l'opinion publique, que l'idée d'une loi répressive à base religieuse ne se pose même pas. Un individu troublant une cérémonie ou commettant un sacrilège ne saurait être désormais considéré, même par la grande majorité des croyants, que comme un dément.

Mais en 1825, la France était encore à se guérir de la tourmente révolutionnaire et impériale, la Restauration dans son désir d'apaisement et d'ordre avait cru naïvement qu'il fallait, sauf quelques concessions obligatoires revenir à l'ancien régime. Louis XVIII en promulguant la charte datée de la XX^e année de son règne, avait cru effacer la Révolution. Charles X animé d'un sectarisme néfaste, voulait également rétablir les principes abolis, il considérait que l'avenir de la nation lui commandait d'affermir politiquement le pouvoir royal et de rétablir le catholicisme dans une situation privilégiée qui permettrait à cette religion d'exercer sur le peuple une emprise morale salutaire le préservant des errements terribles dans lequel il pourrait sombrer. Le Roi fut dépassé par une Chambre et un gouvernement qui placèrent au-dessus des intérêts nationaux, un esprit mesquin de vengeance qui s'affirma dans une réaction impitoyable. Méprisant les principes nouveaux auxquels le peuple était attaché,

les gouvernants firent une politique d'intolérance, de vexation qui fut particulièrement violente dans les lois du sacrilège et de la presse, ces dernières devant amener le soulèvement de 1830.

Mais, si le ministère Villèle soutenu par les grands dignitaires ecclésiastiques également ultra-royalistes, était attaché à faire voter une loi qui affirmait brutalement contre une grande partie de l'opinion publique, les nouveaux privilèges de la religion catholique, et si le Garde des Sceaux sut très habilement couvrir les intentions du Gouvernement par des arguments puissants, mais ne révélant pas son intime conviction, il est juste de reconnaître que les Pairs et Députés, qui spontanément vinrent soutenir le projet, le firent animés de cette foi que le rétablissement définitif du catholicisme allait ramener le peuple aux saines traditions combattues par les écrivains anti-religieux.

Loi de réaction, loi maladroite certes, que ne pouvaient admettre les esprits impartiaux, mais qui procédait de la grande idée politique de la restauration dans tout ce que ce mot a de noble en soi : Restauration de la grandeur nationale par le retour à l'ordre et restauration par l'enseignement et l'idéal chrétiens de la grandeur morale du peuple français.

Vu : le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu : le Président de Thèse,
Achille MESTRE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

Chartes : 4 juin 1814 et 11 août 1830.

Code pénal : articles 64, 88, 216, 260 à 264, 371, 384, 401, 463.

DENISART : Collection V°.

Edits royaux : Edit de Saint-Louis contre les Blasphémateurs. Edit de Charles IX, 1561. Edit de Louis XIV, 1682. Ordonnance militaire de Louis XV, 1^{er} juillet 1727.

Faustin HÉLIE : Traité de l'instruction criminelle.

FERRIÈRE : Dictionnaire du Droit.

GUYOT : Répertoire.

HÉRICOURT : Les lois ecclésiastiques.

L. F. DU LOIRET : Histoire abrégée du sacrilège chez les différents peuples et particulièrement en France.

Lois : 22 juillet 1791, 17 mai 1819, 5 avril 1824, 20 août 1825, 20 avril 1826, 9 décembre 1905

Abbé F. DE LA MENNAIS : Projet de loi sur le sacrilège.

MERLIN : Répertoire.

Moniteur universel : numéros du 7 janvier 1825, 2 février, 12, 13, 15, 17, 18, 19 au 23 février, 18 mars, 6 avril, 12 au 16 avril, 18 avril.

3 août 1830, 3 septembre, 7 au 9 septembre, 21 septembre, 27 septembre, 6 octobre.

Publications et périodiques : les Débats, le Globe, le Courrier, la Quotidienne, le Constitutionnel.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
Considérations générales sur le sacrilège. Le sacrilège sous l'ancien droit. Le sacrilège sous la révolution. Le sacrilège depuis le Code pénal jusqu'à la loi de 1825.	
CHAPITRE I. — <i>MOTIFS DE LA LOI</i>	23
CHAPITRE II. — <i>DISCUSSION DE LA LOI</i>	27
<i>Paragraphe 1</i> : Discussion de la loi devant la Chambre des Pairs	31
<i>Paragraphe 2</i> : Discussion de la loi devant la Chambre des Députés	53
CHAPITRE III. — <i>DISPOSITIONS DE LA LOI</i>	75
CHAPITRE IV. — <i>DIFFICULTÉS D'APPLICATION</i>	81
<i>Paragraphe 1</i> : La loi nouvelle devant l'opinion publique...	81
<i>Paragraphe 2</i> : Application judiciaire de la loi.....	85
CHAPITRE V. — <i>ABROGATION DE LA LOI</i>	87
<i>Paragraphe 1</i> : Discussion de la loi devant la Chambre des Pairs	88
<i>Paragraphe 2</i> : Discussion de la loi devant la Chambre des Députés	89
CHAPITRE VI. — Etat actuel de la question.....	91
CONCLUSION	95
BIBLIOGRAPHIE	97

Imprimerie REMONDIN
Rue de Brébisson. - FALAISE

1935

